



Baromètre des TPE



Sondage Ifop pour Fiducial

Vague 71 | Mars 2023

N° 119774
Contacts Ifop :
Frédéric Dabi / Romain Bendavid / Chloé Tegny
Département Opinion et Stratégies d'Entreprise
01 45 84 14 44
prenom.nom@ifop.com



A close-up photograph of a person's hand touching a white tablet computer. The hand is positioned over the screen, which displays a blue-toned image. In the background, a pair of black-rimmed glasses is visible on a light-colored surface. The overall scene is brightly lit, suggesting an indoor setting like a classroom or office.

01

MÉTHODOLOGIE

MÉTHODOLOGIE

Etude réalisée par l'Ifop pour Fiducial



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1001 dirigeants** de très petites entreprises (TPE) de 0 à 19 salariés.

Les entreprises réalisant moins de 50 000 € de chiffre d'affaires à l'année n'ont pas été interrogées dans le cadre de cette étude.

En revanche, celle-ci inclut les auto-entrepreneurs.



L'échantillon a été raisonné puis ramené à son poids réel lors du traitement sur les critères suivants : secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation.



Les interviews ont été réalisées par téléphone du 27 février au 15 mars 2023.

A blurred background image of a business meeting. In the foreground, a person's hands are holding a tablet displaying a financial report. The report includes a table, a bar chart, and a line graph. The text on the tablet is partially legible, showing 'Financial report', 'Graph chart', and 'Income statement'.

02

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

A

La conjoncture en France et dans les entreprises



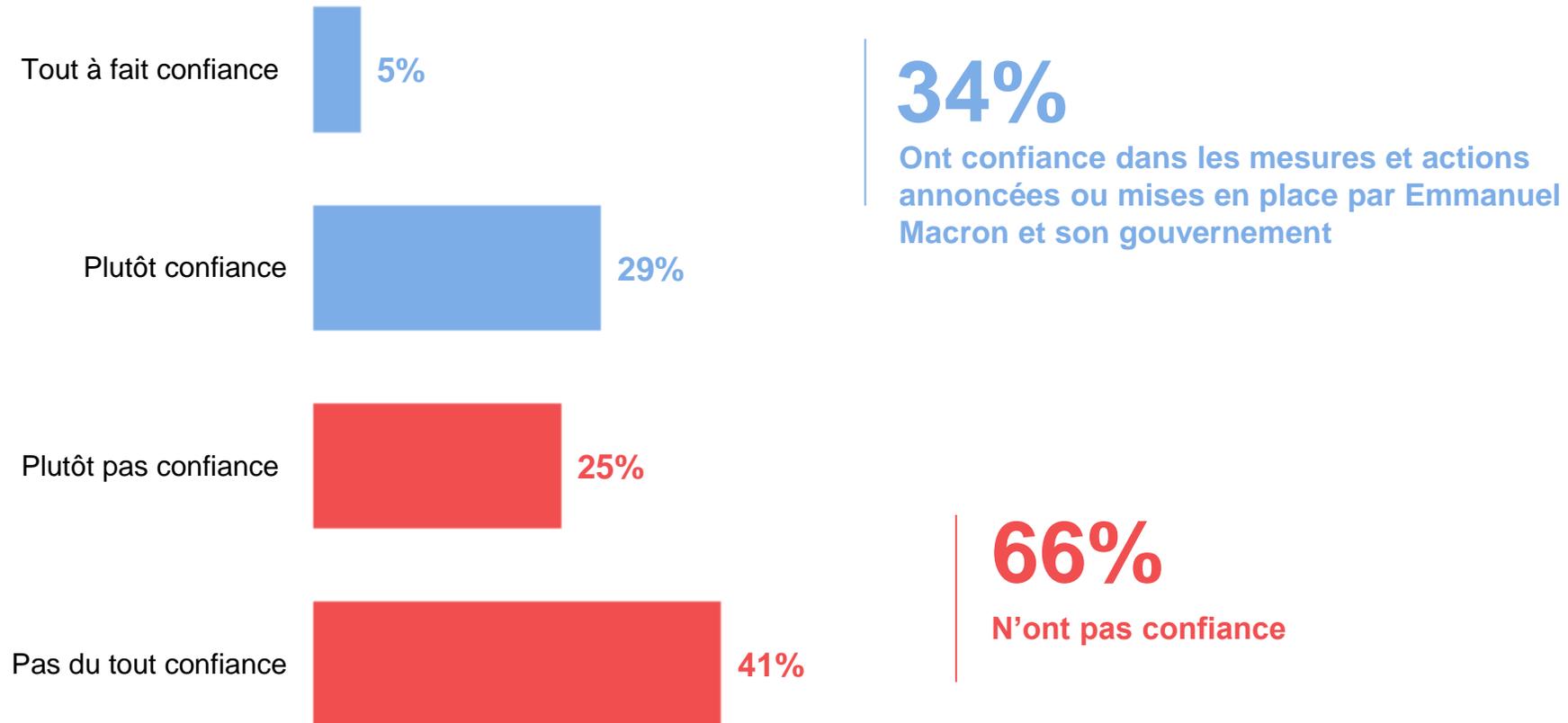
● A.1 ●

***L'action d'Emmanuel Macron
et du gouvernement***



La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement

QUESTION : Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement vous inspirent ... ?



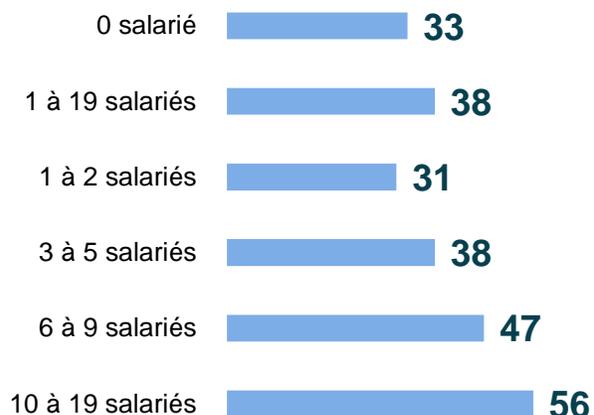
La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement



TOTAL CONFIANCE

Moyenne : **34%**

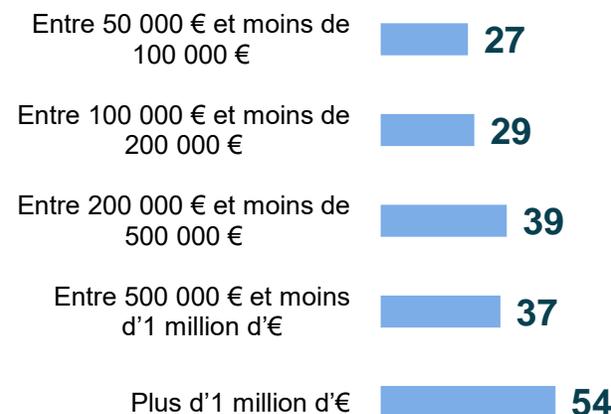
TAILLE D'ENTREPRISE



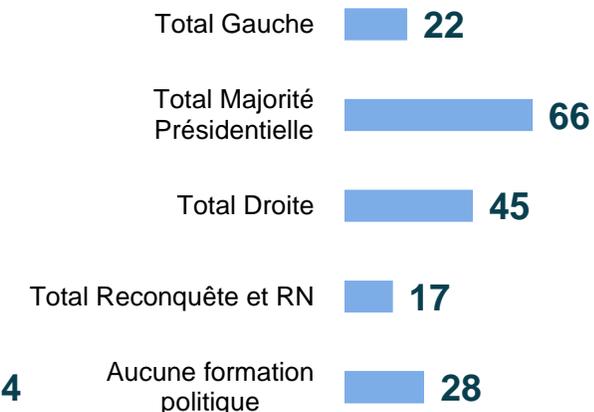
SECTEUR D'ACTIVITÉ



CHIFFRE D'AFFAIRES

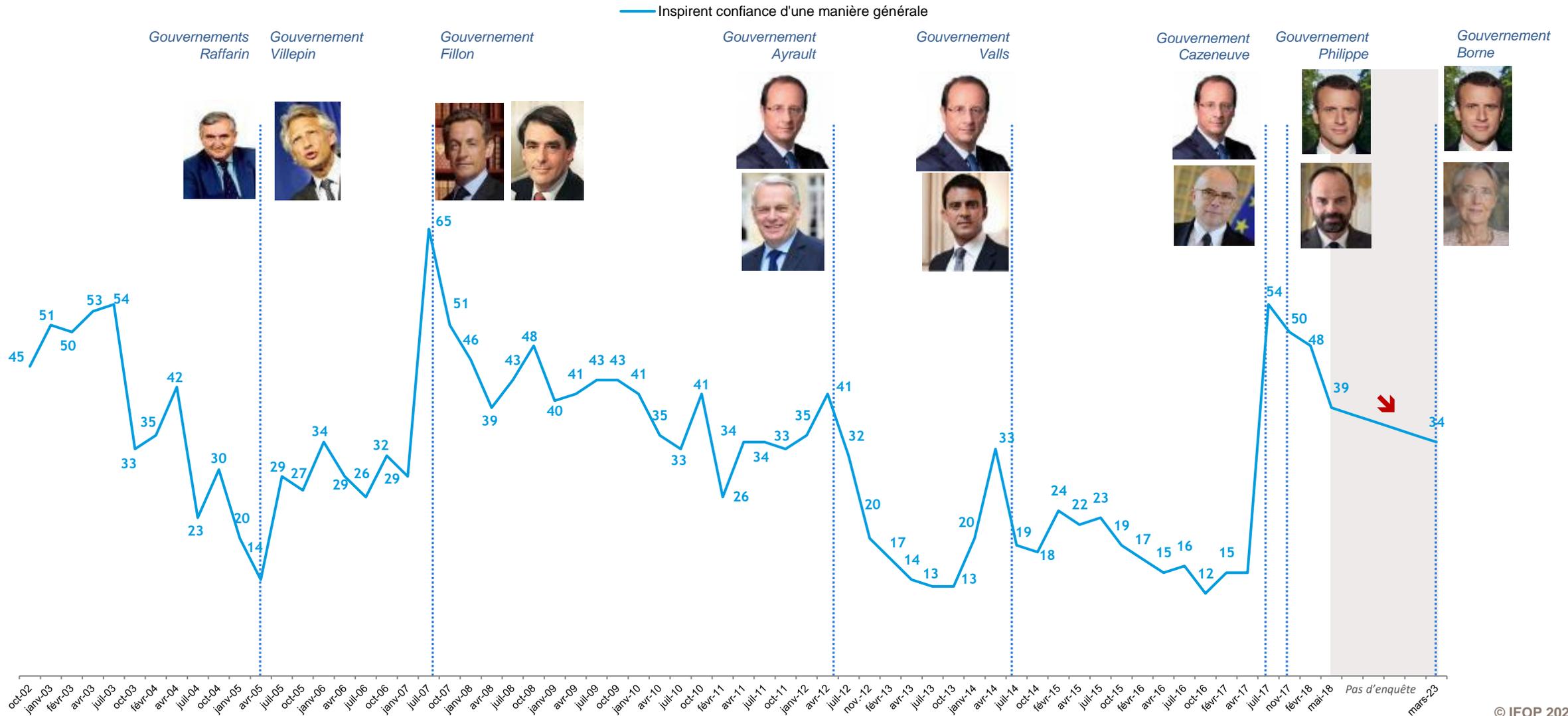


PROXIMITÉ POLITIQUE



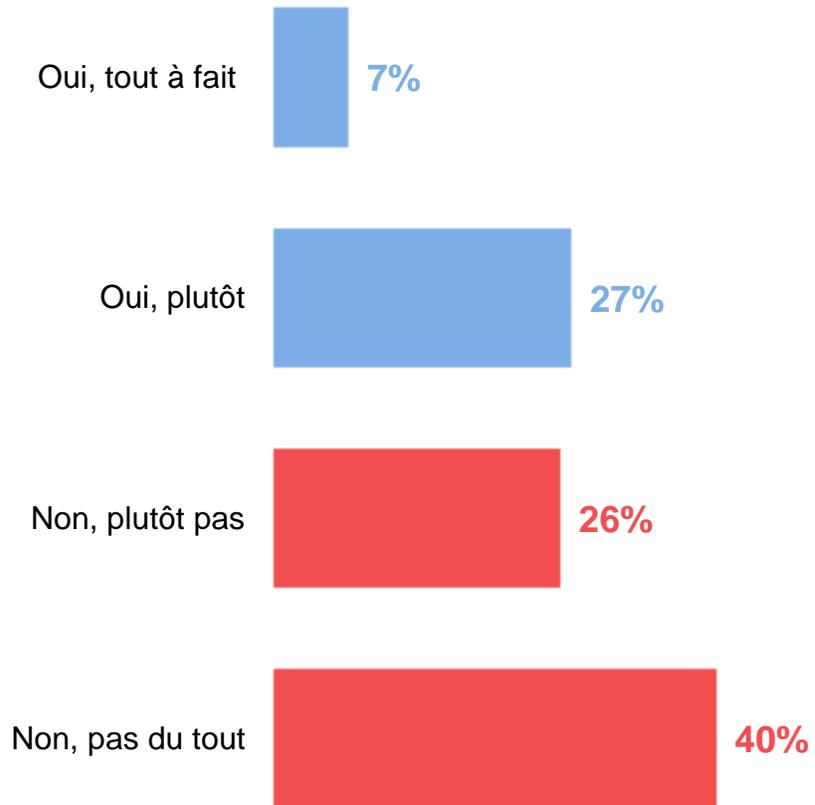
La confiance dans les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement - Rappels

QUESTION : Diriez-vous globalement que les mesures et actions économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement vous inspirent ... ?



La prise en compte des préoccupations des chefs d'entreprise par Emmanuel Macron et son gouvernement

QUESTION : Diriez-vous qu'Emmanuel Macron et son gouvernement prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise ?



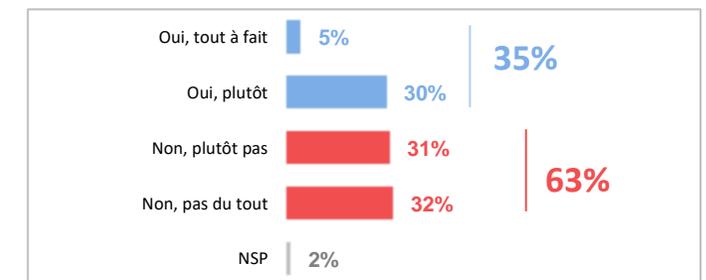
34%

Déclarent que leurs préoccupations de chef d'entreprise sont prises en compte par Emmanuel Macron et son gouvernement

66%

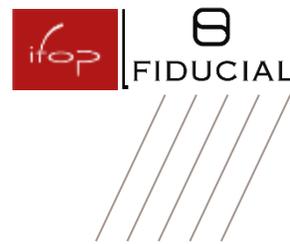
Déclarent qu'elles ne sont pas prises en compte

Rappel Janvier 2018



Etude réalisée par l'Ifop pour Fiducial : L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 001 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés. Les interviews ont été réalisées par téléphone sur le lieu de travail des personnes interrogées du 25 janvier au 12 février 2018.

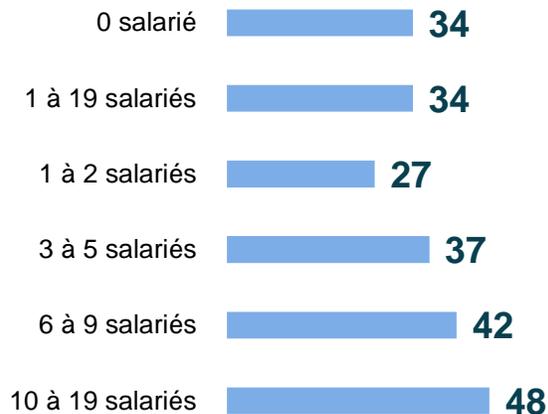
La prise en compte des préoccupations des chefs d'entreprise par Emmanuel Macron et son gouvernement



TOTAL OUI

Moyenne : **34%**

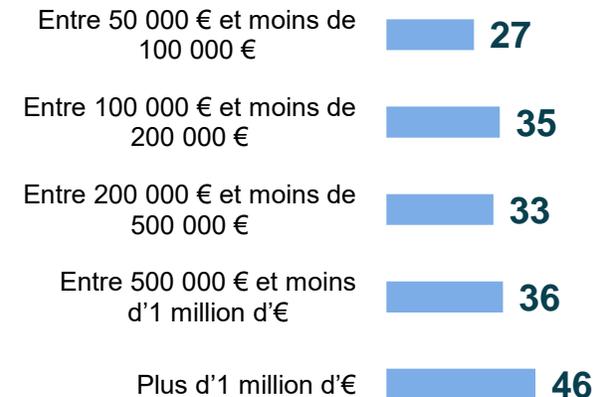
TAILLE D'ENTREPRISE



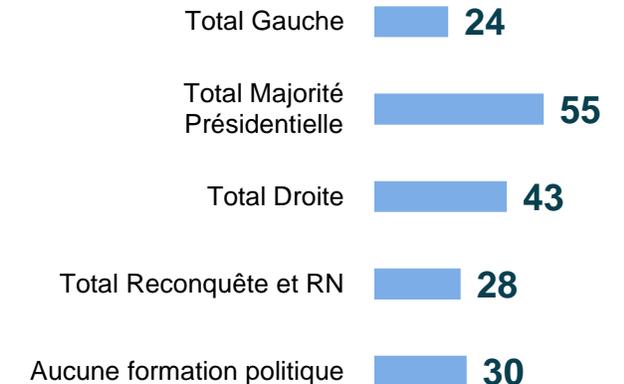
SECTEUR D'ACTIVITÉ



CHIFFRE D'AFFAIRES



PROXIMITÉ POLITIQUE



● A.2 ●

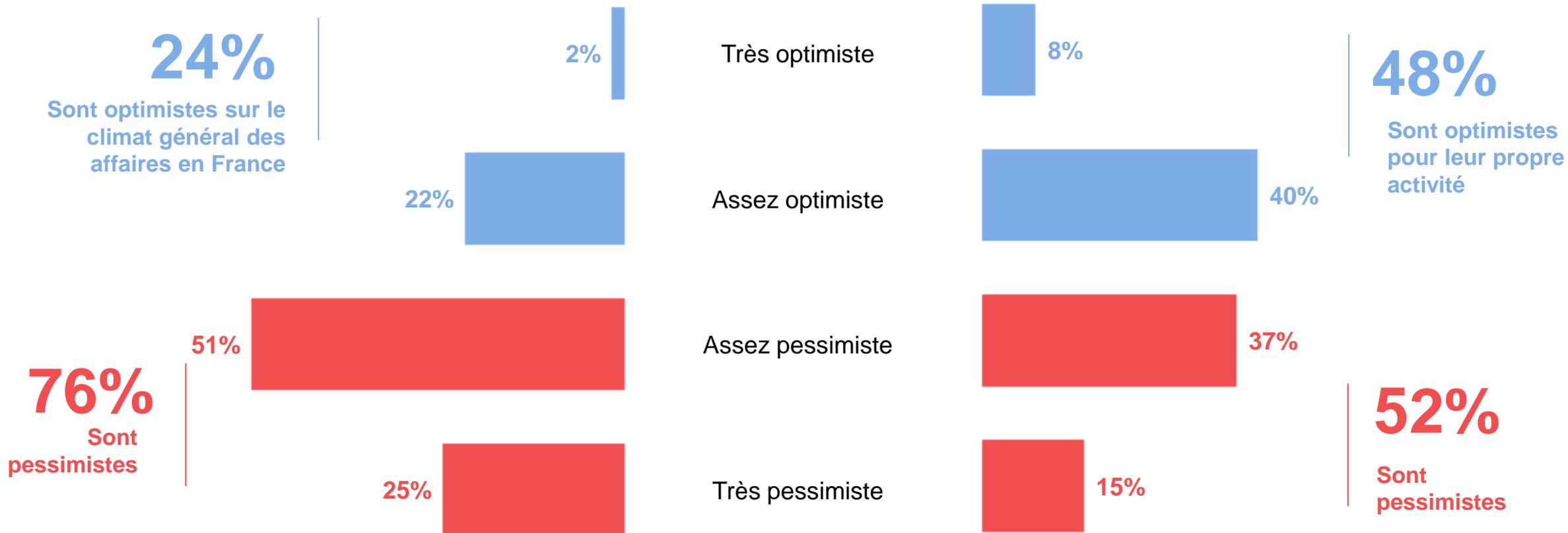
***Le climat général et le moral
des patrons de TPE***



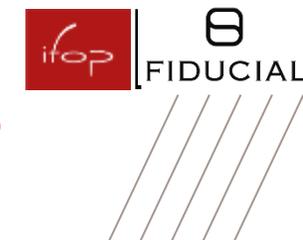
Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France et pour sa propre activité

QUESTION : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous que sur le climat général des affaires en France, vous êtes ... ?

QUESTION : Et pour votre propre activité diriez-vous que vous êtes ... ?



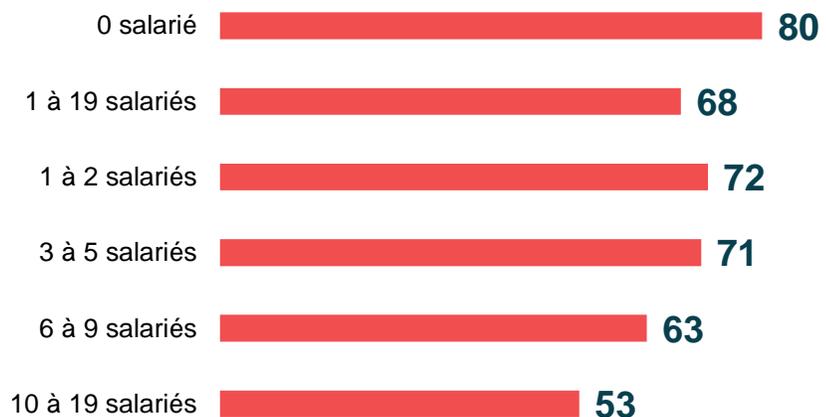
Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France



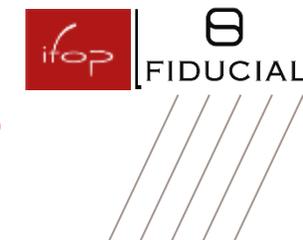
TOTAL PESSIMISTES

Moyenne : **76%**

TAILLE D'ENTREPRISE



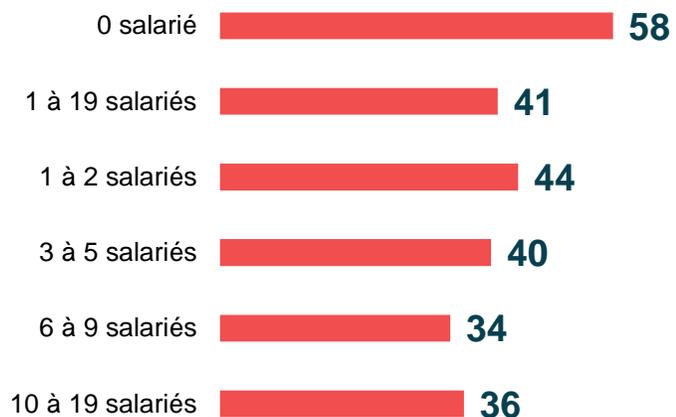
Le niveau d'optimisme vis-à-vis de sa propre activité



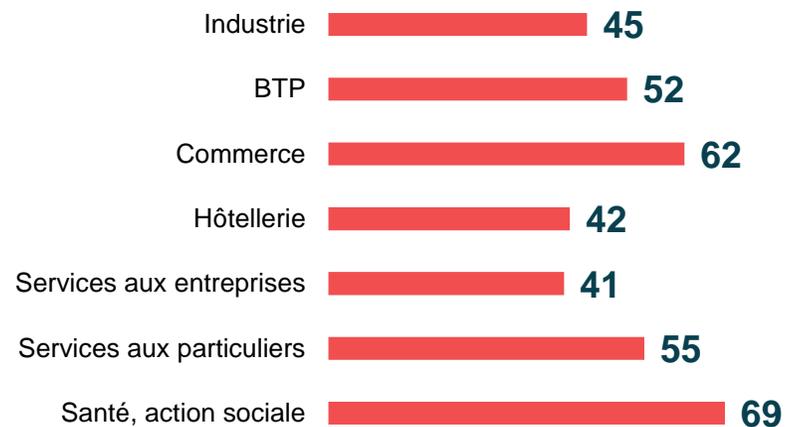
TOTAL PESSIMISTES

Moyenne : **52%**

TAILLE D'ENTREPRISE

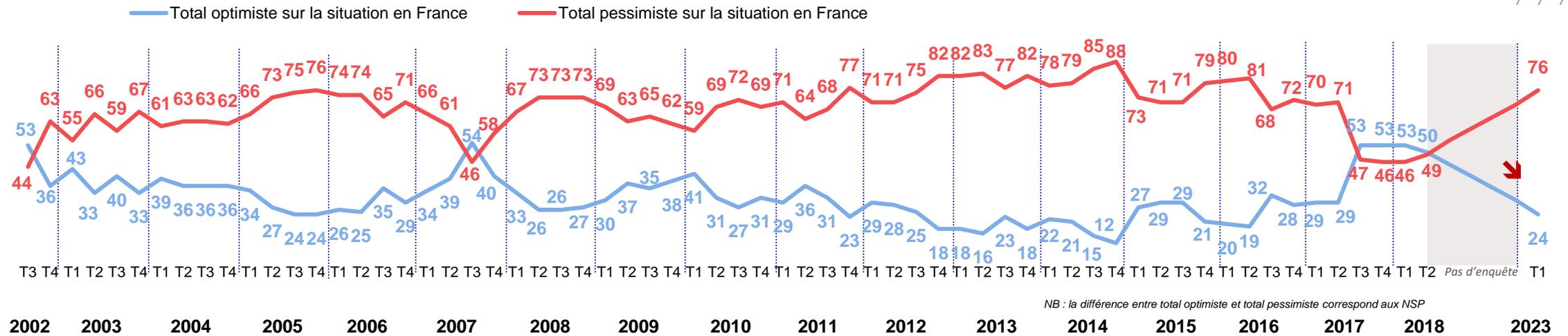


SECTEUR D'ACTIVITÉ

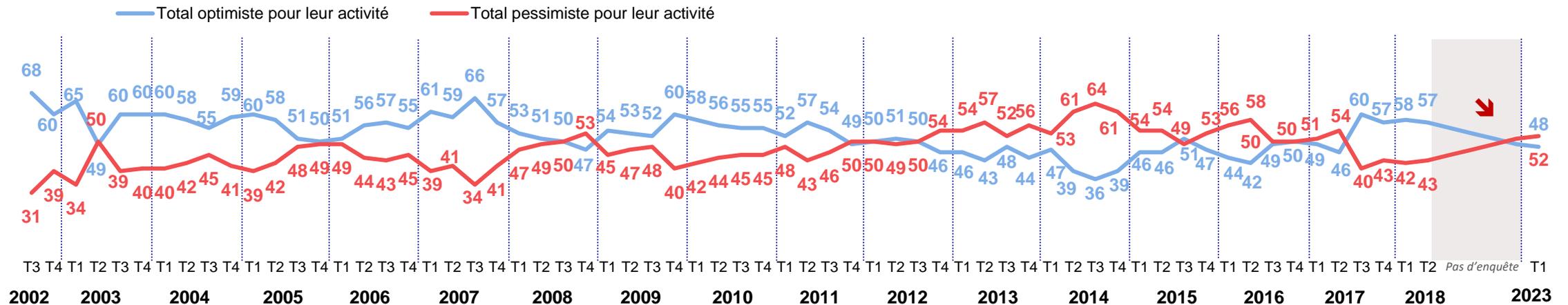


Le niveau d'optimisme vis-à-vis du climat général des affaires en France et pour sa propre activité - Rappels

QUESTION : En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous que sur le climat général des affaires en France, vous êtes ... ?



QUESTION : Et pour votre propre activité diriez-vous que vous êtes ... ?



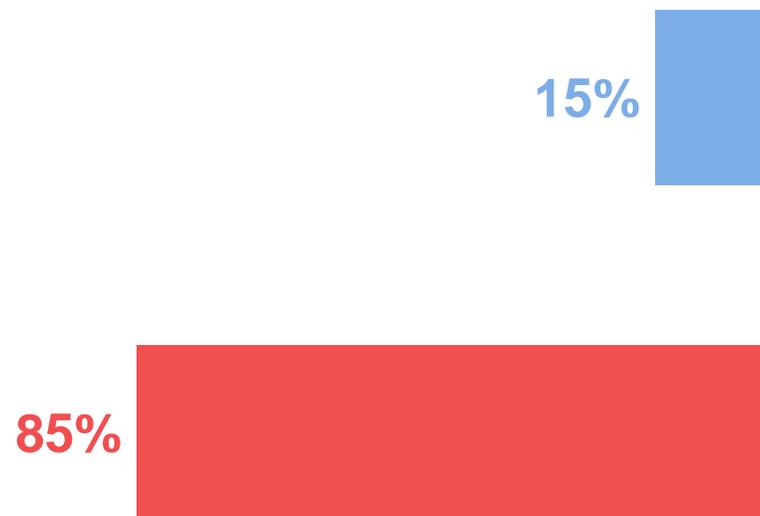
● A.3 ●

L'emploi dans les TPE

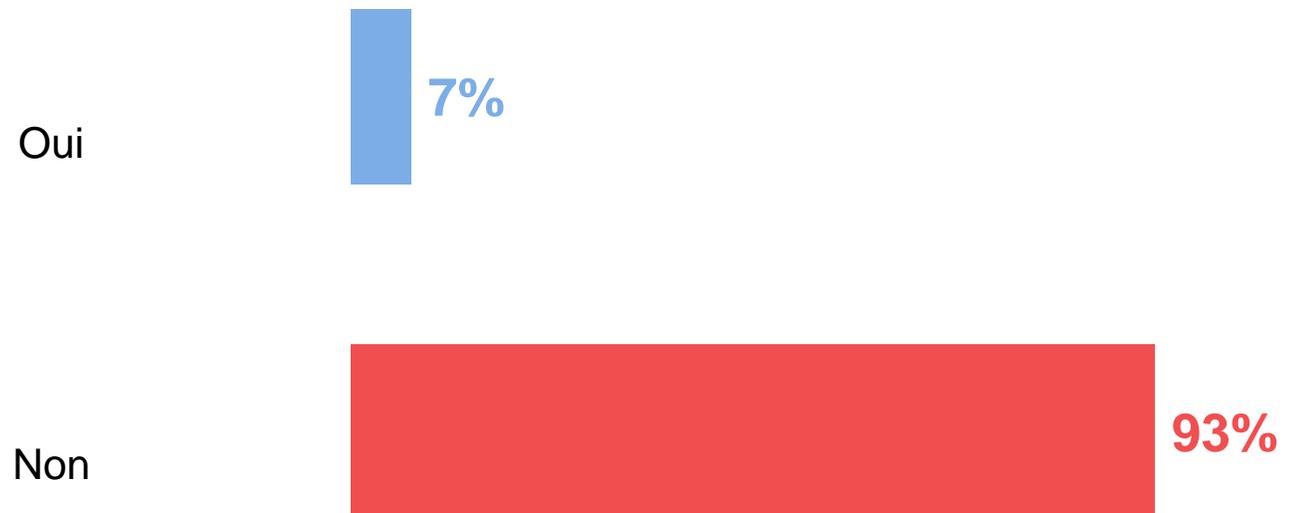


L'embauche de personnel et la suppression de postes depuis le 1er janvier 2023 ou le fait de l'envisager d'ici le 31 mars 2023

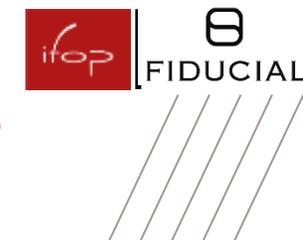
QUESTION : Avez-vous embauché du personnel depuis le 1er janvier 2023, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en embaucher d'ici le 31 mars 2023 ?



QUESTION : Avez-vous supprimé un ou plusieurs postes de salariés depuis le 1er janvier 2023 que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en supprimer d'ici le 31 mars 2023 ?



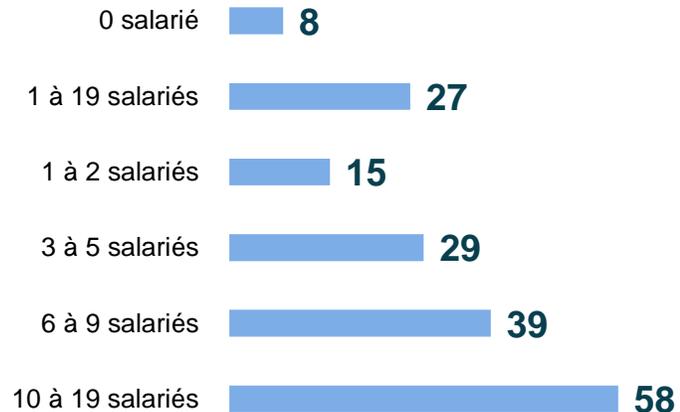
L'embauche de personnel depuis le 1er janvier 2023 ou le fait de l'envisager d'ici le 31 mars 2023



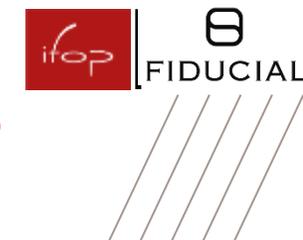
TOTAL OUI

Moyenne : **15%**

TAILLE D'ENTREPRISE



La suppression de postes depuis le 1er janvier 2023 ou le fait de l'envisager d'ici le 31 mars 2023



TOTAL OUI

Moyenne : **7%**

TAILLE D'ENTREPRISE

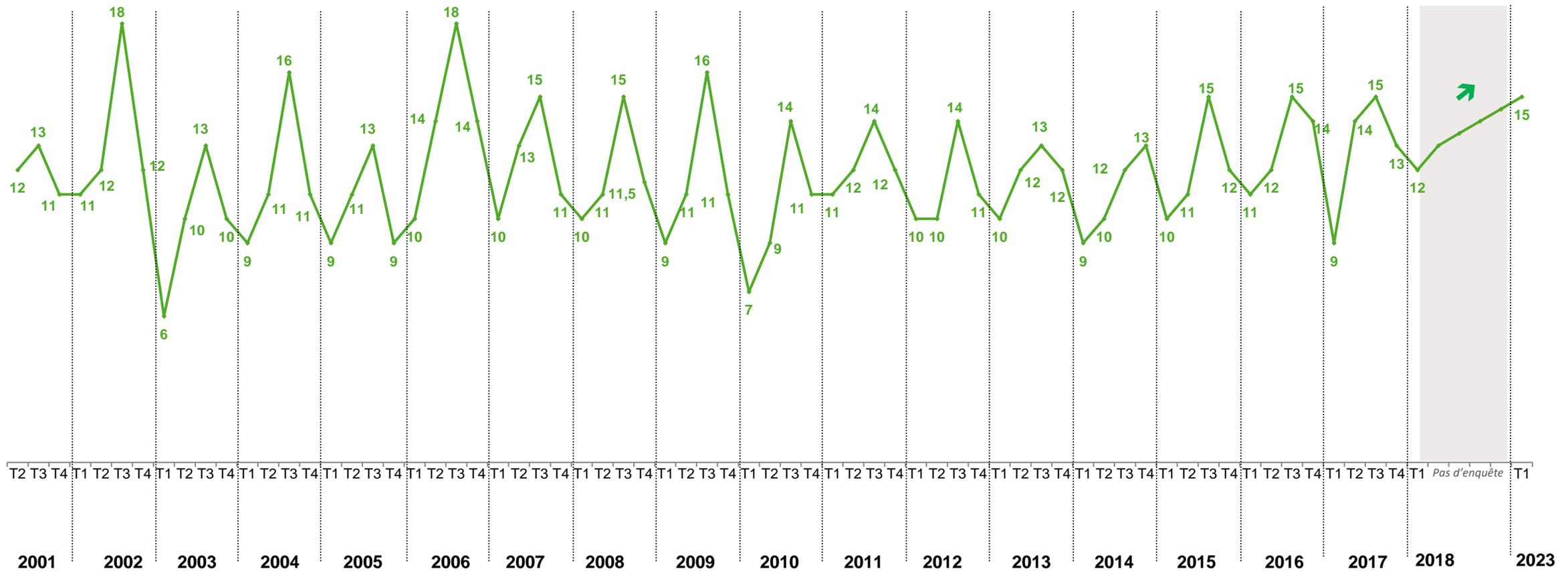


SECTEUR D'ACTIVITÉ



L'embauche de personnel depuis le 1er janvier 2023 ou le fait de l'envisager d'ici le 31 mars 2023 - Rappels

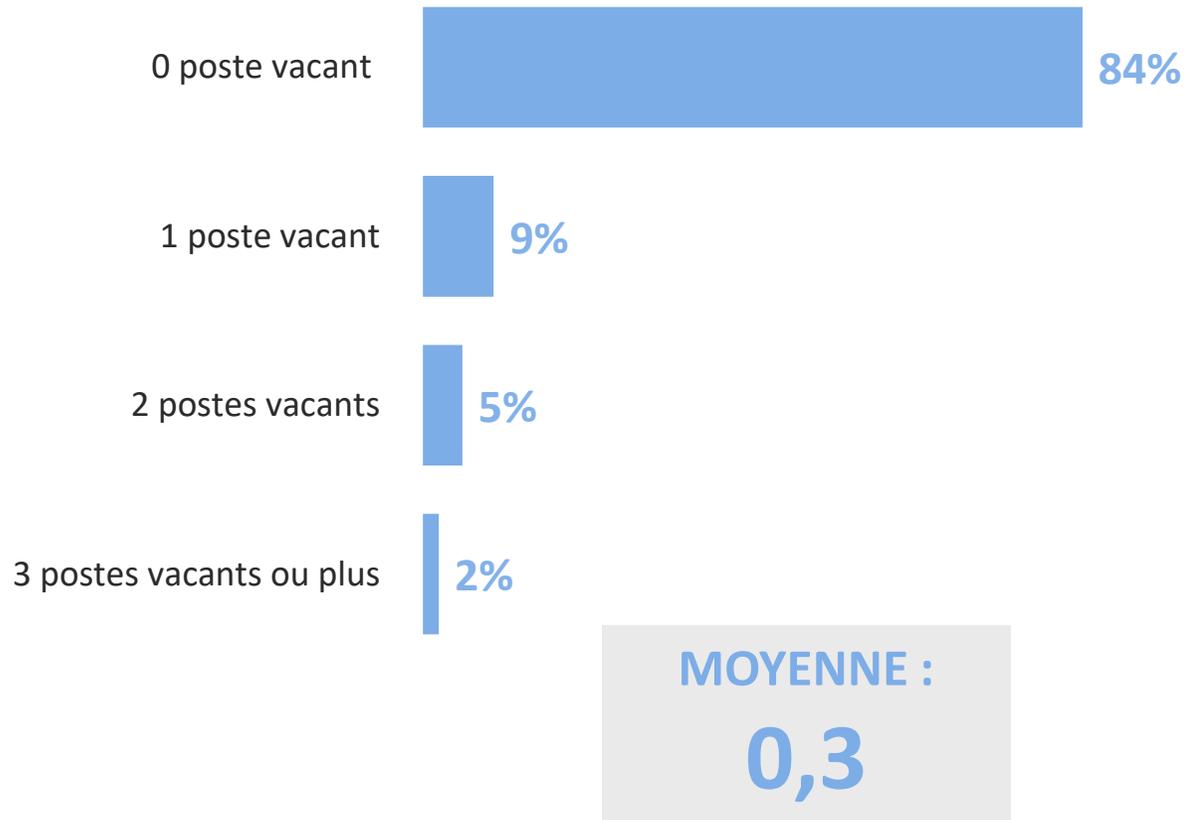
QUESTION : Avez-vous embauché du personnel depuis le 1er janvier 2023, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise aujourd'hui et/ou envisagez-vous d'en embaucher d'ici le 31 mars 2023 ? *



* L'intitulé de la question a été modifié par rapport à la dernière enquête réalisée en 2018 (Vague 70). En 2018, la question était posée comme suit : Avez-vous embauché du personnel entre le 1er janvier et le 31 mars 2018, que ce personnel soit ou non encore présent dans l'entreprise ?

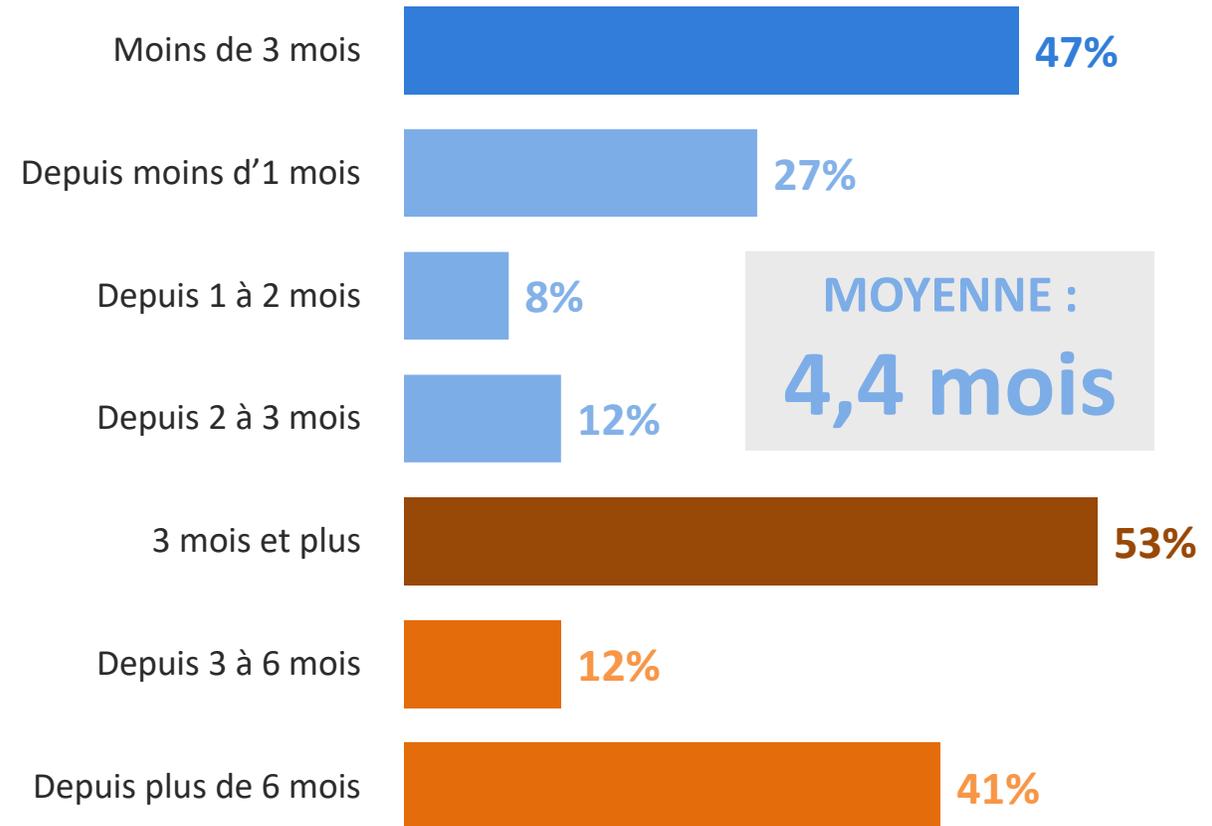
Le nombre de postes actuellement vacants pour lesquels l'entreprise est en recherche active de candidats et le temps depuis lequel ces postes sont vacants

QUESTION : Combien de postes de travail sont actuellement vacants dans votre entreprise pour lesquels vous êtes en recherche active de candidat, y compris ceux à pourvoir d'ici le 31 mars 2023 ?



QUESTION : Depuis combien de temps ces postes sont-ils vacants ?

Base : Question posée uniquement à ceux comptant des postes actuellement vacants dans leur entreprise



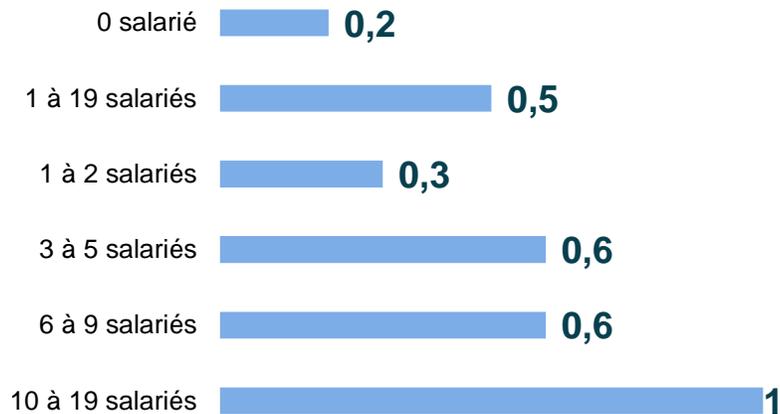
Le nombre de postes actuellement vacants pour lesquels l'entreprise est en recherche active de candidats



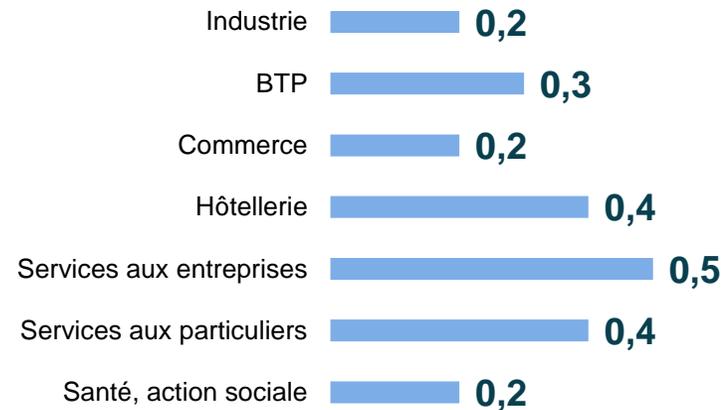
NOMBRE DE POSTES VACANTS EN MOYENNE

Moyenne : **0,3**

TAILLE D'ENTREPRISE



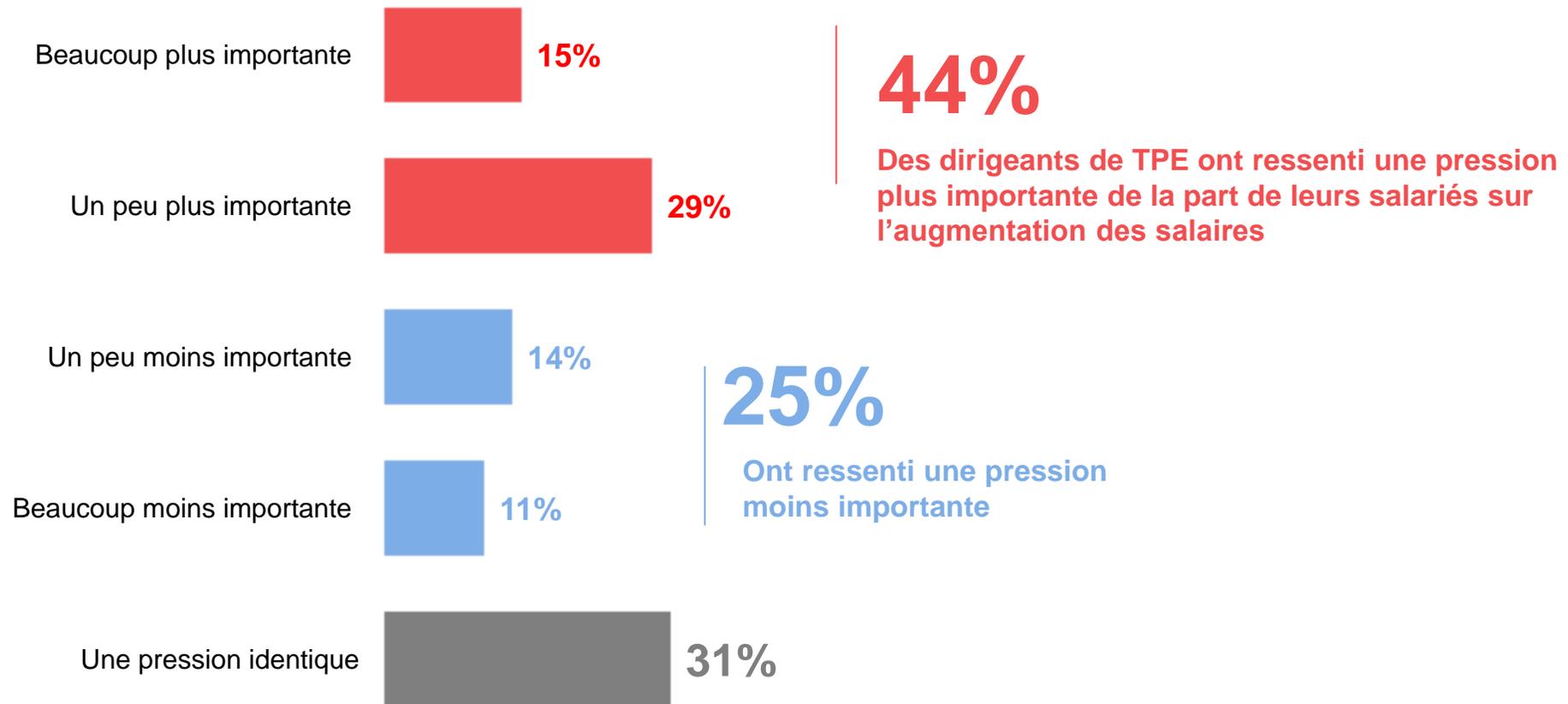
SECTEUR D'ACTIVITÉ



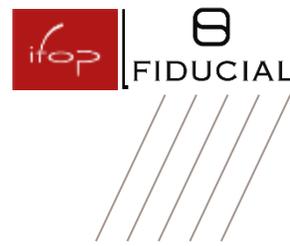
La pression sur l'augmentation des salaires effectuée par les salariés par rapport à l'année dernière

QUESTION : Avez-vous ressenti une pression de vos salariés sur l'augmentation des salaires plus ou moins importante que l'année dernière ?

Base : Question posée uniquement à ceux comptant au moins un salarié dans leur entreprise



La pression sur l'augmentation des salaires effectuée par les salariés par rapport à l'année dernière



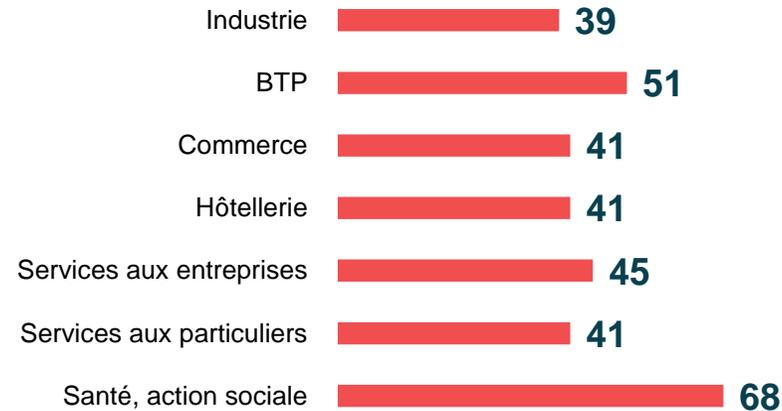
TOTAL PRESSION PLUS IMPORTANTE

Moyenne : **44%**

TAILLE D'ENTREPRISE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



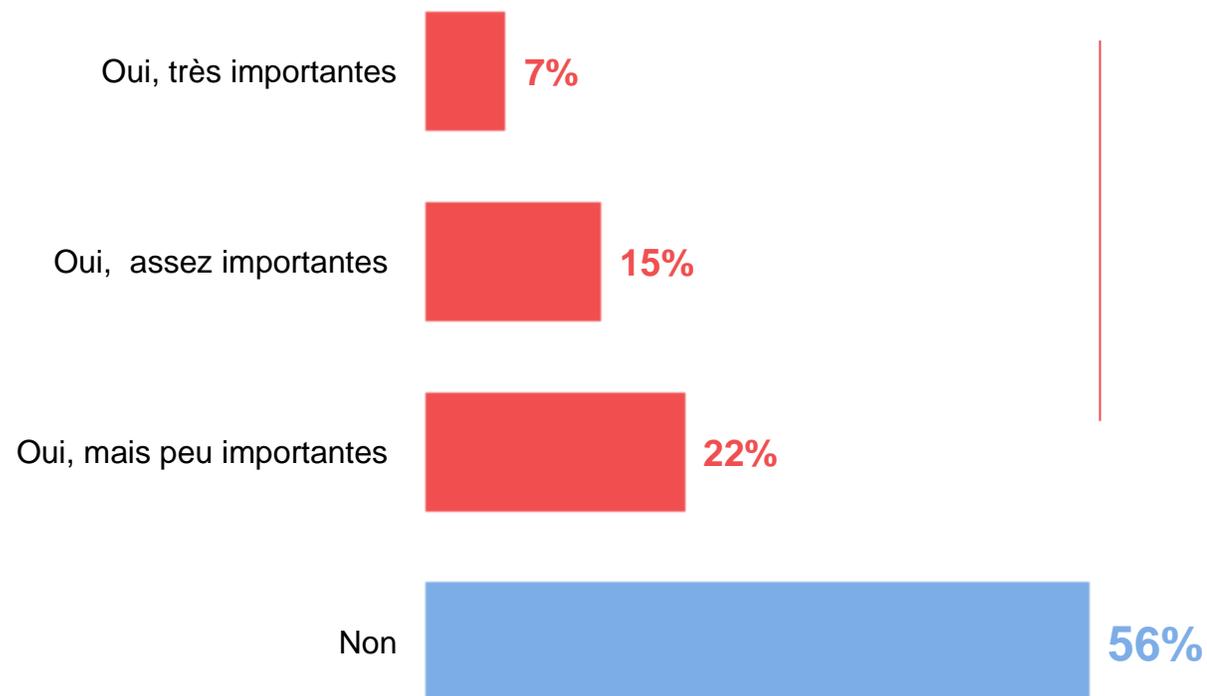
● A.4 ●

Le risque de défaillance



La rencontre de difficultés financières

QUESTION : Votre entreprise rencontre-t-elle aujourd'hui des difficultés financières ?



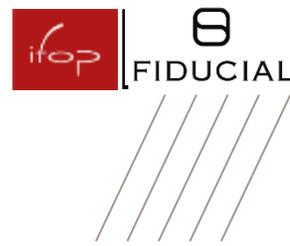
44%

Des TPE rencontrent des difficultés financières

Dont : **22%**

des difficultés financières très ou assez importantes

La rencontre de difficultés financières



TOTAL DIFFICULTÉS FINANCIÈRES IMPORTANTES (assez ou très)

Moyenne : **22%**

TAILLE D'ENTREPRISE



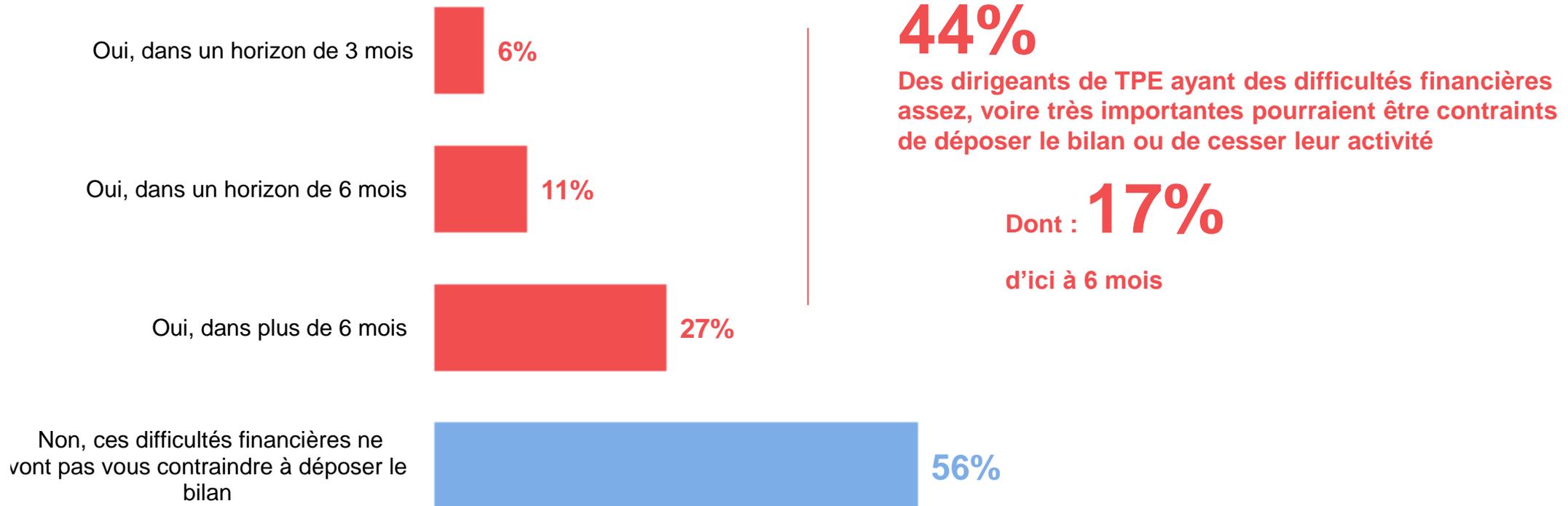
SECTEUR D'ACTIVITÉ



La contrainte de déposer le bilan ou de cesser son activité en raison de difficultés financières

QUESTION : Est-ce que ces difficultés financières vont vous contraindre soit à déposer le bilan, c'est-à-dire vous déclarer en état de cessation des paiements, soit à cesser volontairement votre activité pour ne pas perdre plus ?

Base : Question posée uniquement à ceux dont l'entreprise rencontre des difficultés financières assez voire très importantes



● B ●

Questions d'actualité



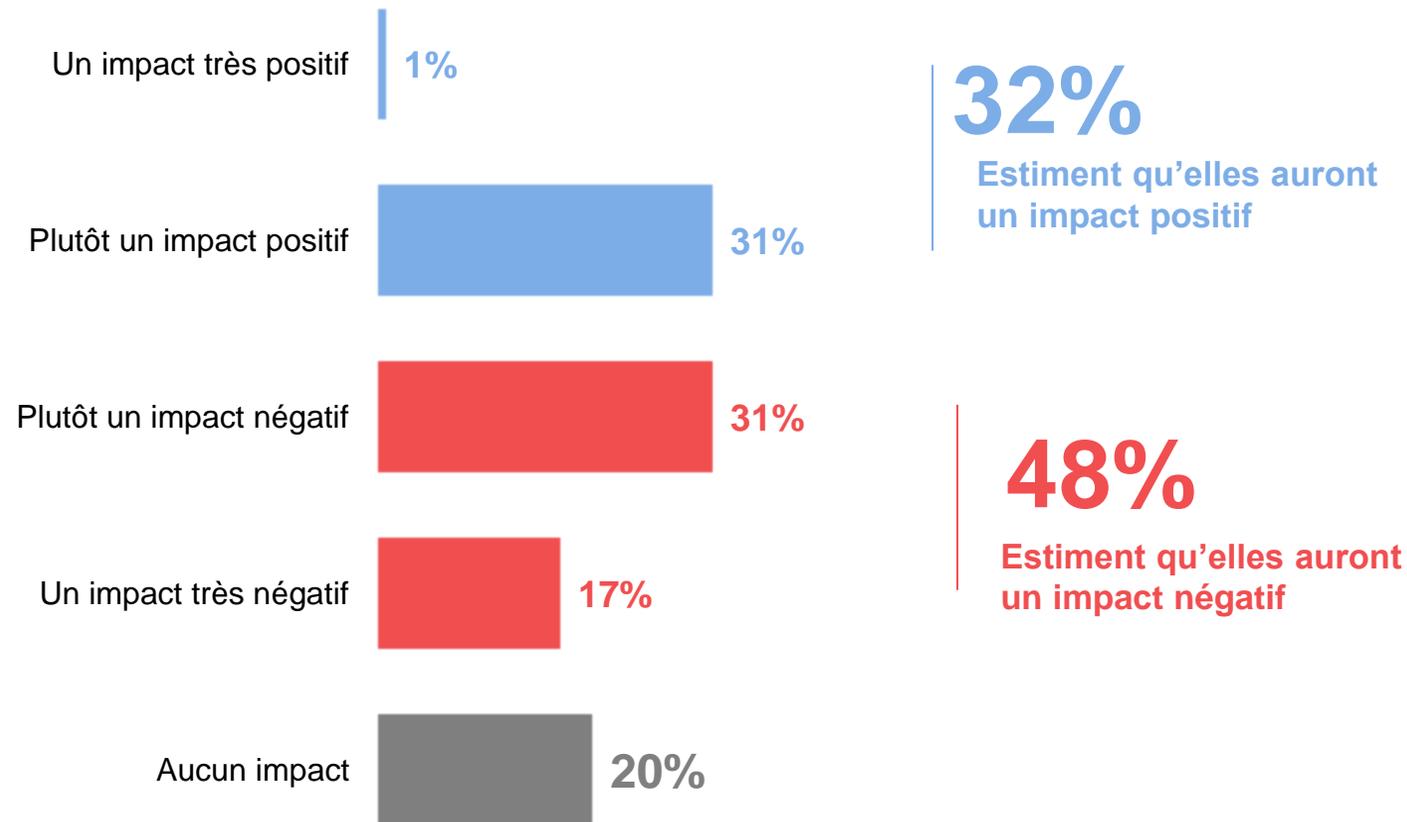
● B.1 ●

L'impact de l'inflation sur les entreprises

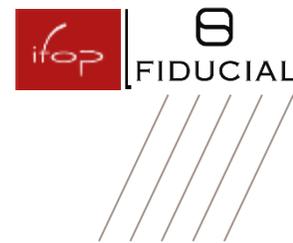


L'impact des mesures pour lutter contre l'inflation sur son entreprise

QUESTION : Selon vous, les mesures mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement pour lutter contre l'inflation auront-elles un impact positif ou négatif pour votre entreprise ?



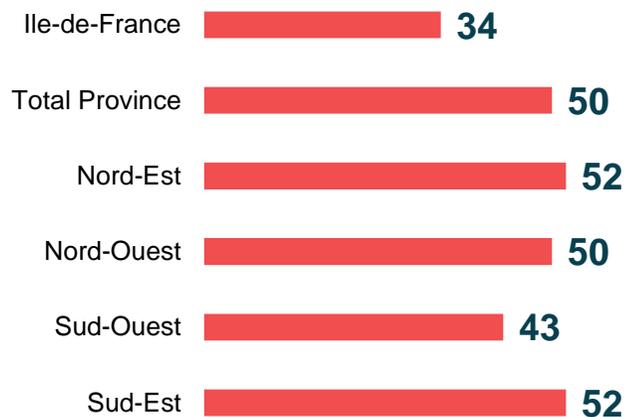
L'impact des mesures pour lutter contre l'inflation sur son entreprise



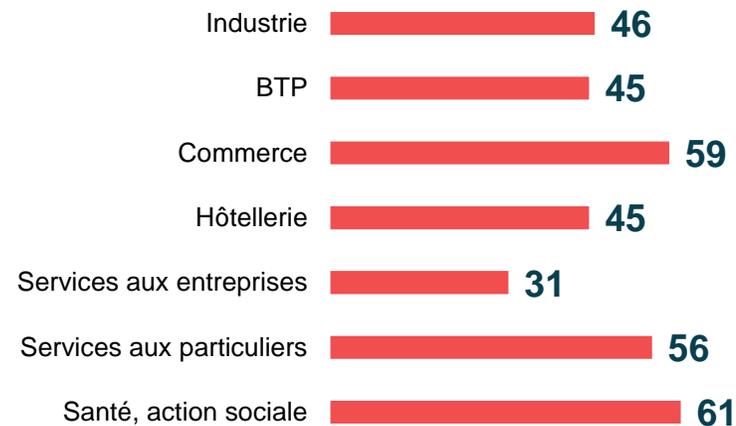
TOTAL IMPACT NÉGATIF

Moyenne : **48%**

DÉCOUPAGE TERRITORIAL

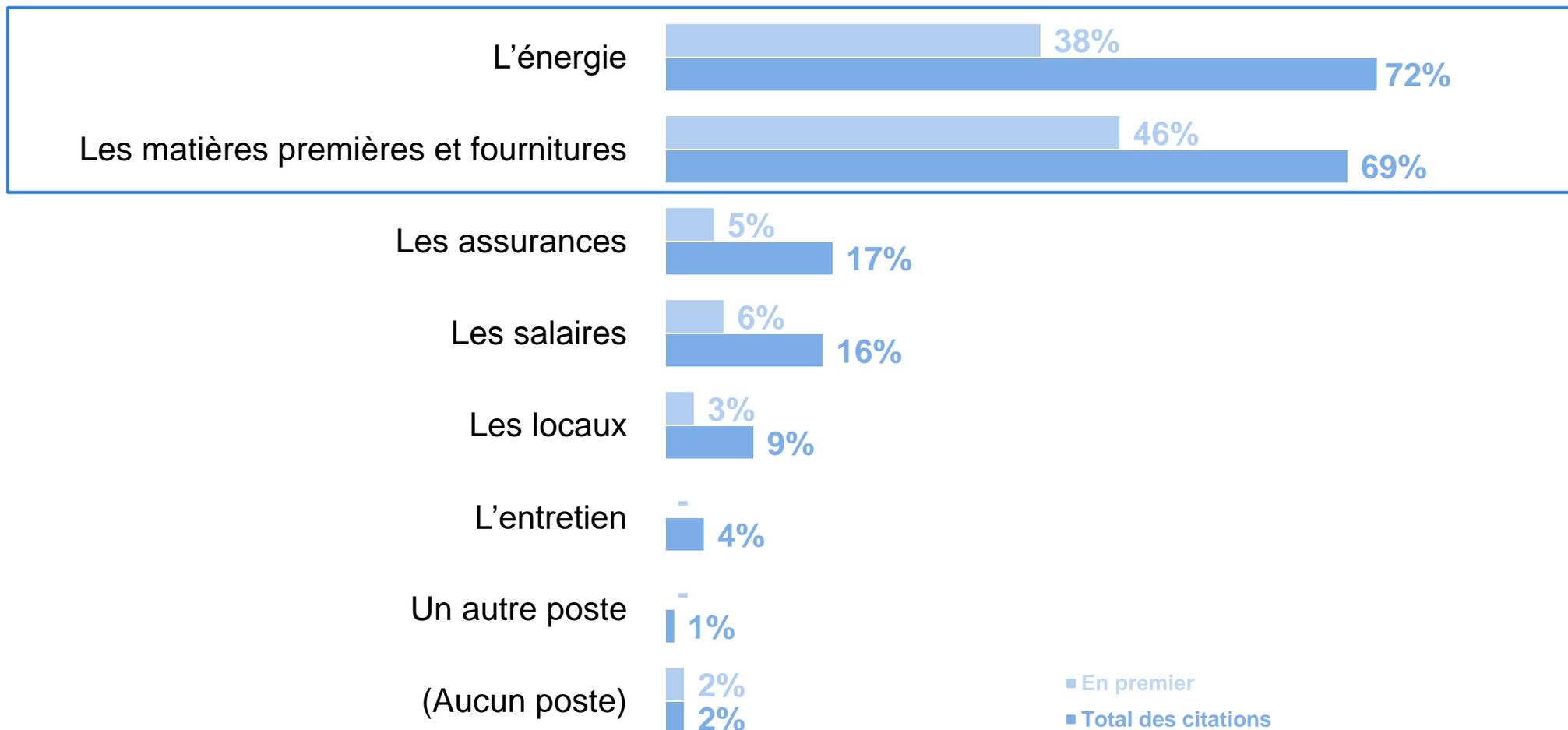


SECTEUR D'ACTIVITÉ



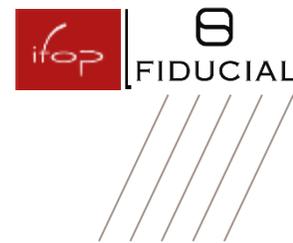
Les postes ayant subi la hausse des prix la plus importante au cours des six derniers mois

QUESTION : Parmi les postes de dépense suivants dans votre entreprise, lequel a subi la hausse des prix la plus importante au cours des six derniers mois ? En premier ? En second ?



(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

Les postes ayant subi la hausse des prix la plus importante au cours des six derniers mois

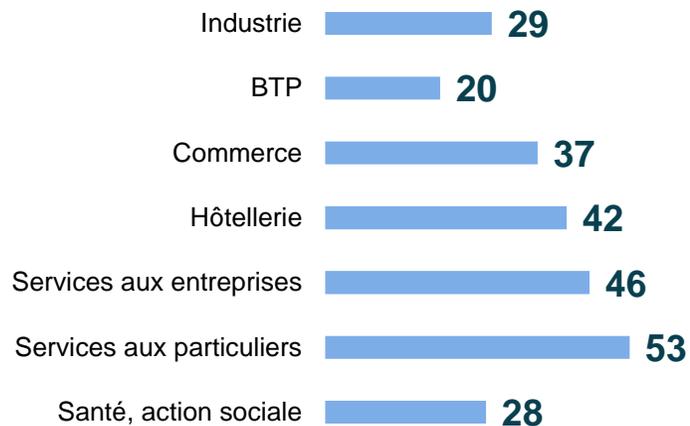


EN PREMIER

L'ÉNERGIE

Moyenne : **38%**

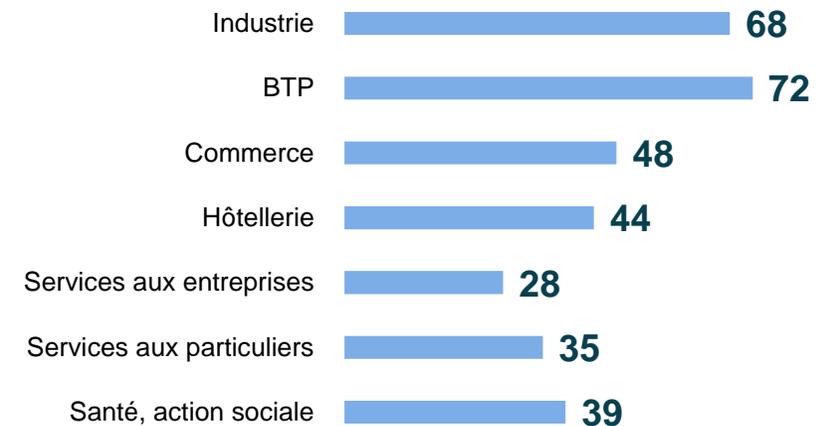
SECTEUR D'ACTIVITÉ



LES MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES

Moyenne : **46%**

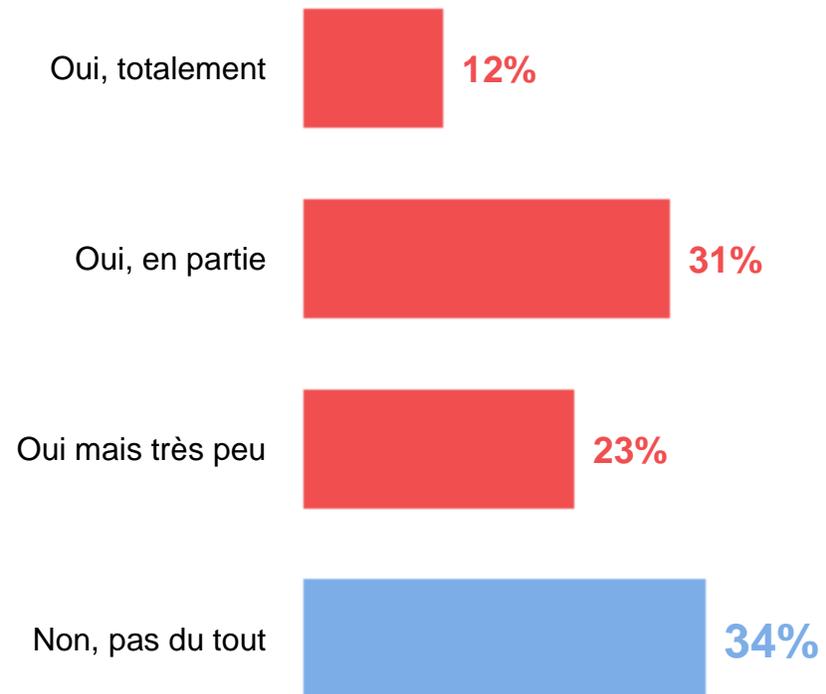
SECTEUR D'ACTIVITÉ



Le fait d'avoir répercuté la hausse des coûts sur les prix de vente

QUESTION : Avez-vous répercuté la hausse de vos coûts sur vos prix de vente ?

Base : Question posée uniquement à ceux ayant subi la hausse des prix parmi leurs postes de dépenses



66%

**Ont répercuté la hausse des
coûts sur leurs prix de vente**

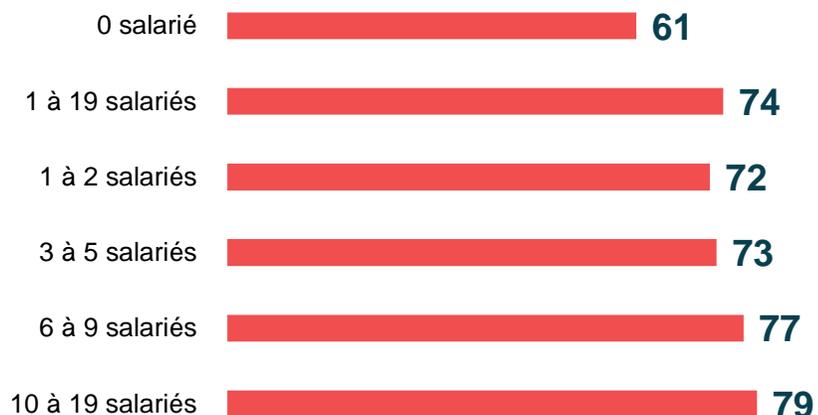
Le fait d'avoir répercuté la hausse des coûts sur les prix de vente



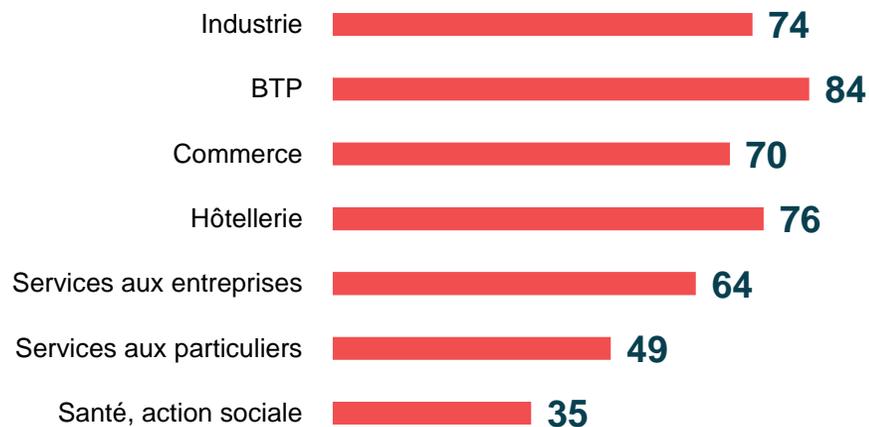
TOTAL AYANT RÉPERCUTÉ LA HAUSSE DES COÛTS SUR LEURS PRIX DE VENTE

Moyenne : **66%**

TAILLE D'ENTREPRISE

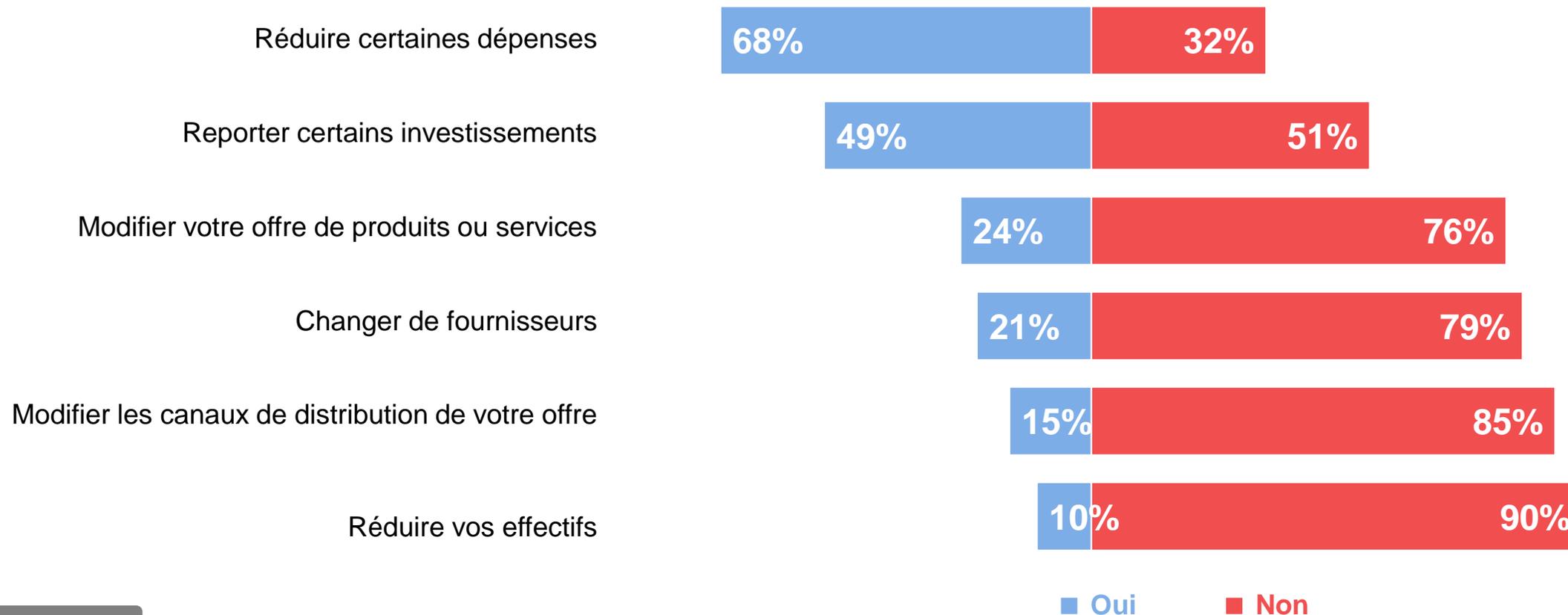


SECTEUR D'ACTIVITÉ



La prise de différentes mesures ou l'intention de le faire prochainement

QUESTION : Votre entreprise a-t-elle récemment pris les mesures suivantes ou a-t-elle prochainement l'intention de le faire ?



Récapitulatif



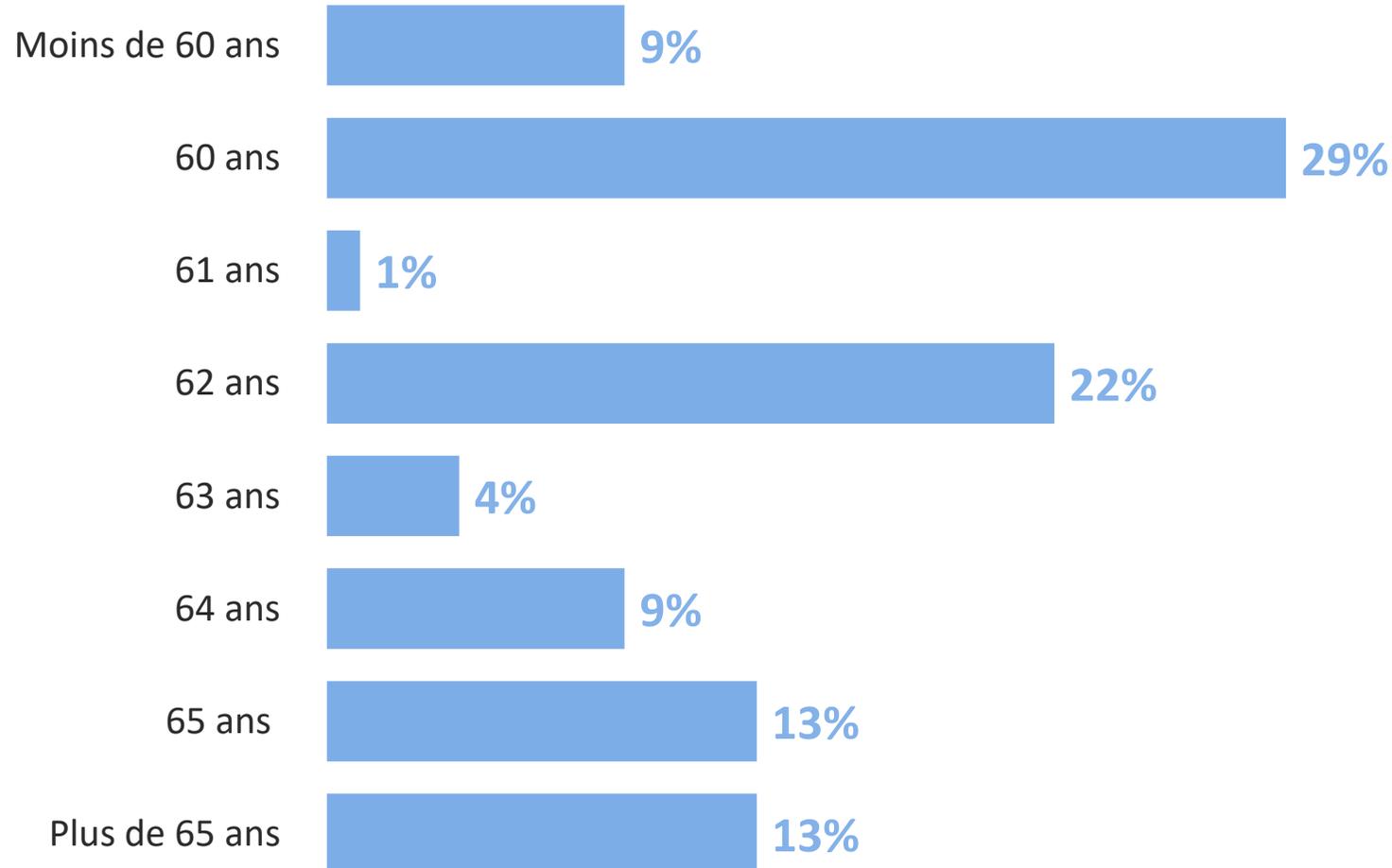
● B.2 ●

Focus sur la réforme des retraites



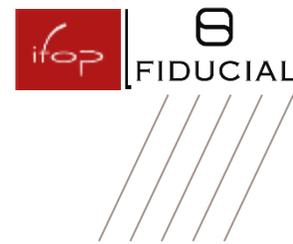
L'âge idéal pour partir à la retraite

QUESTION : Vous personnellement, à quel âge souhaiteriez-vous idéalement partir à la retraite ?



MOYENNE :
62,4 ans

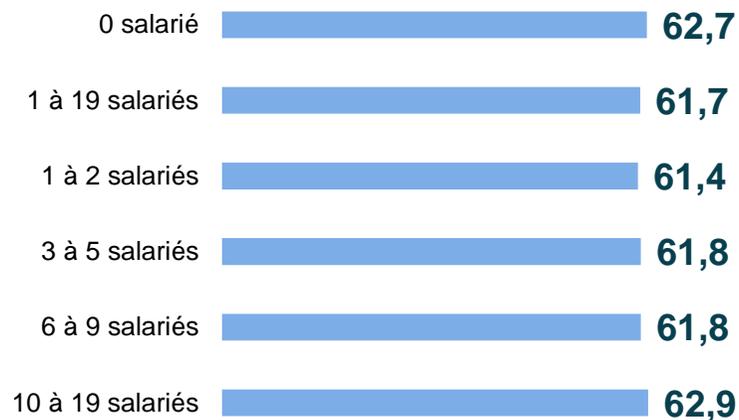
L'âge idéal pour partir à la retraite



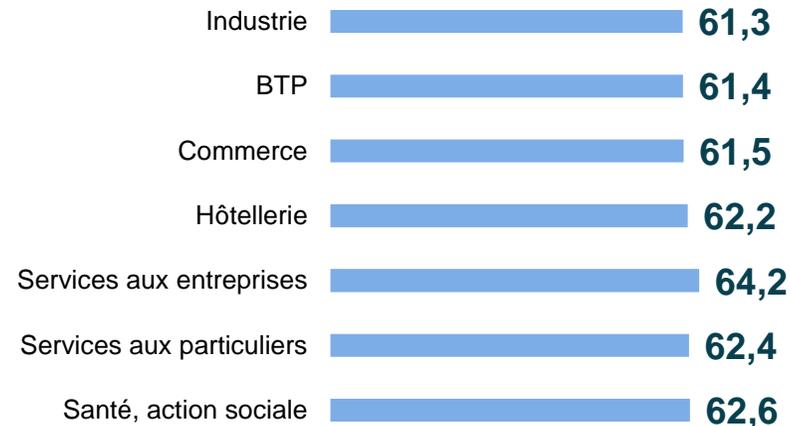
ÂGE IDÉAL MOYEN DE DÉPART À LA RETRAITE

Moyenne : **62,4 ans**

TAILLE D'ENTREPRISE

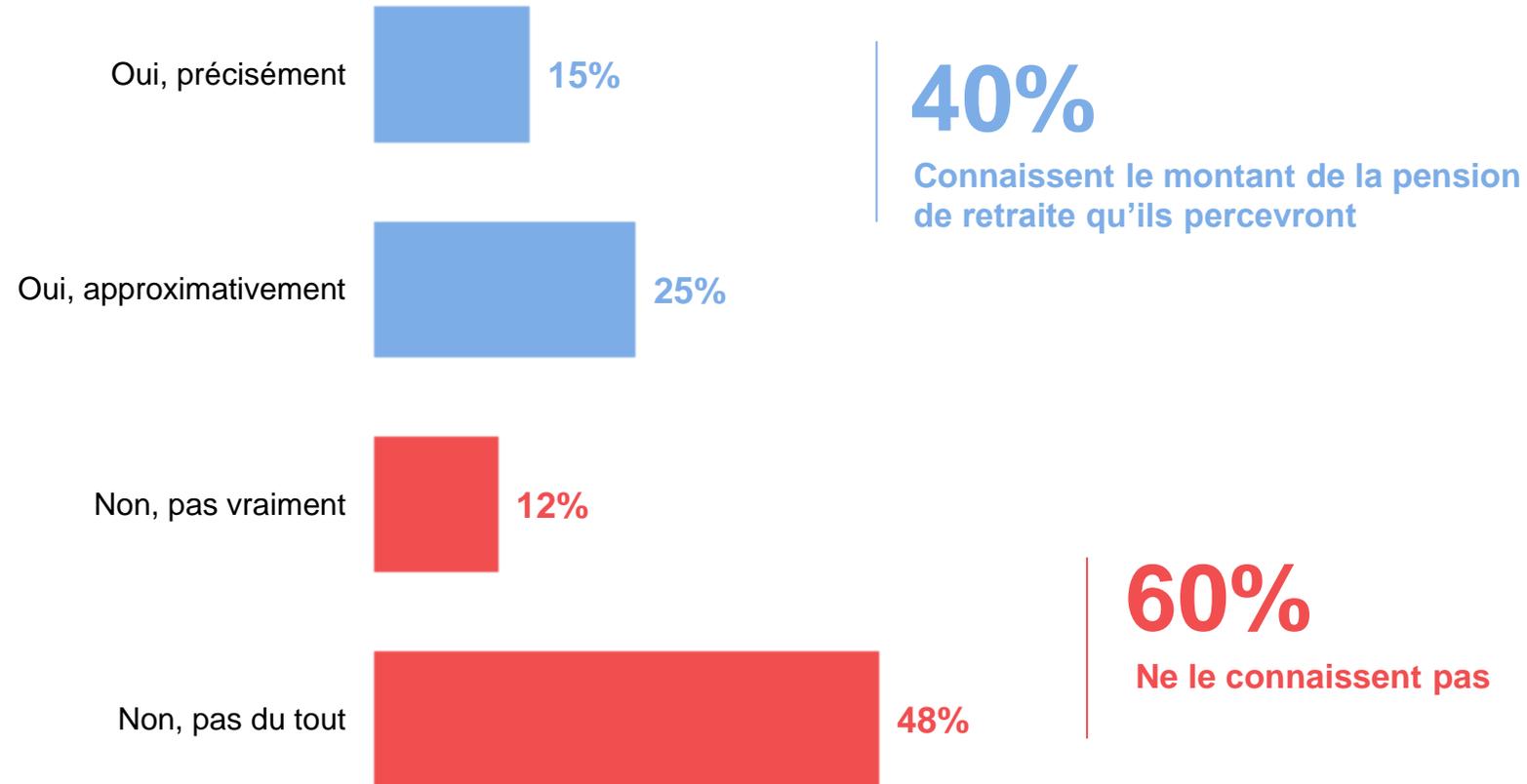


SECTEUR D'ACTIVITÉ

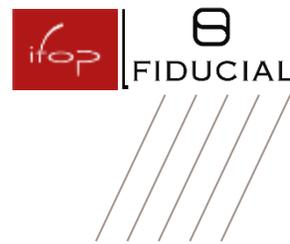


La connaissance du montant de la pension à percevoir à la retraite

QUESTION : Connaissez-vous le montant de la pension que vous percevrez à la retraite ?



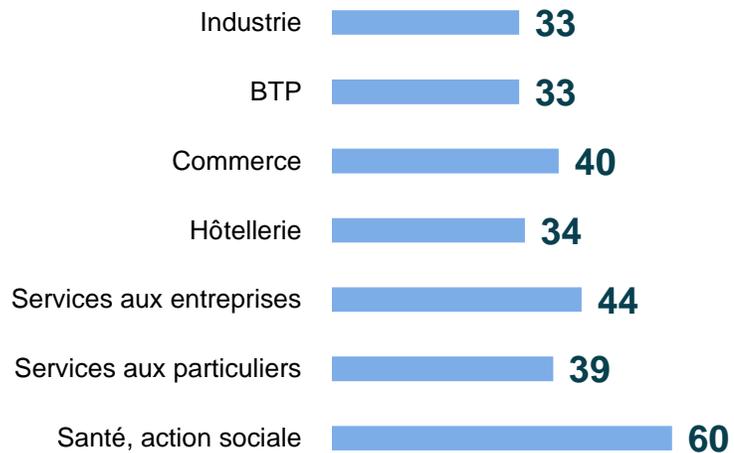
La connaissance du montant de la pension à percevoir à la retraite



TOTAL OUI

Moyenne : **40%**

SECTEUR D'ACTIVITÉ

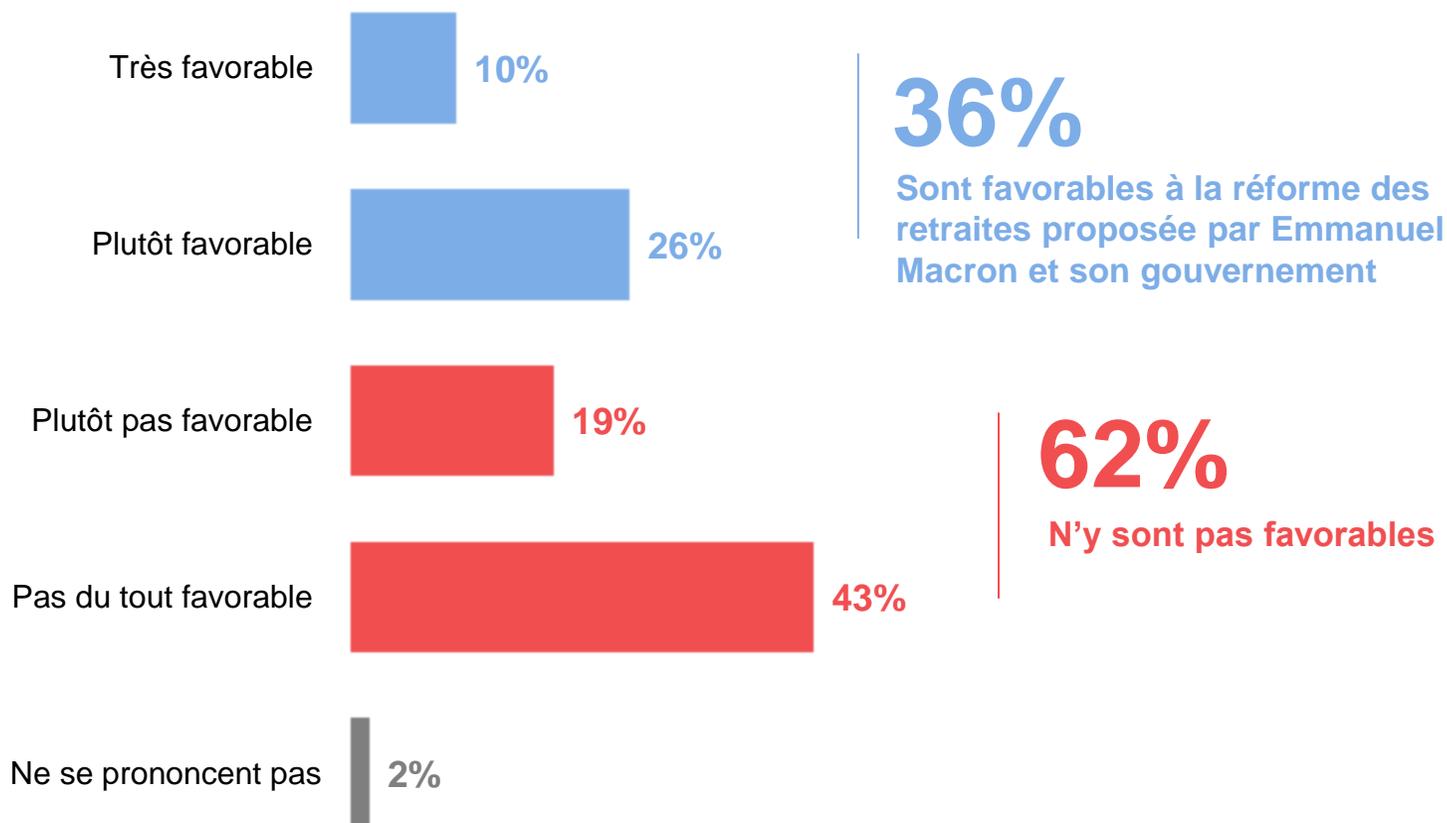


ÂGE

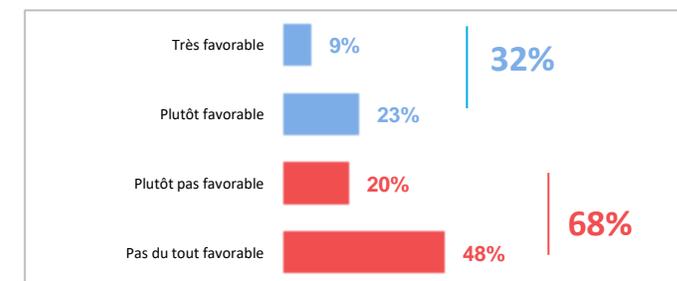


L'adhésion à la réforme des retraites proposée par Emmanuel Macron et son gouvernement

QUESTION : Vous personnellement, êtes-vous favorable ou pas favorable à la réforme des retraites proposée par Emmanuel Macron et le gouvernement ?

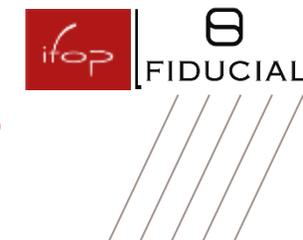


**Comparatif sur l'ensemble des Français
14-15 mars 2023**



Etude Ifop-Fiducial pour Sud Radio – Balise d'opinion #216. Le regard des Français sur la réforme des retraites. L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1006 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 14 au 15 mars 2023.

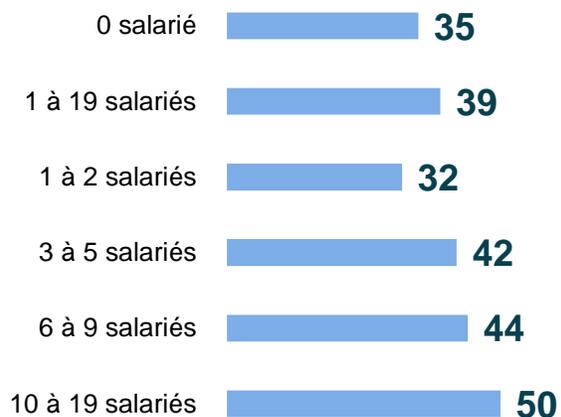
L'adhésion à la réforme des retraites proposée par Emmanuel Macron et son gouvernement



TOTAL FAVORABLE

Moyenne : **36%**

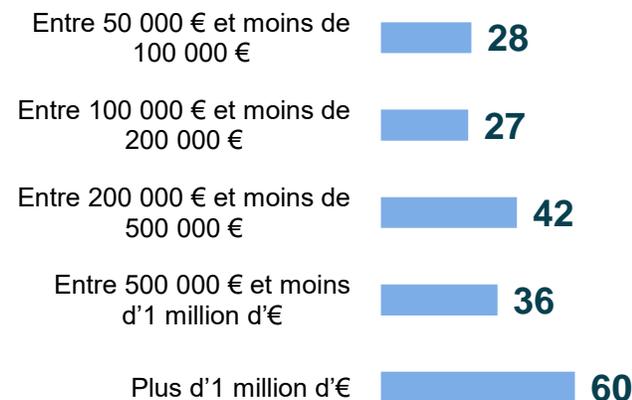
TAILLE D'ENTREPRISE



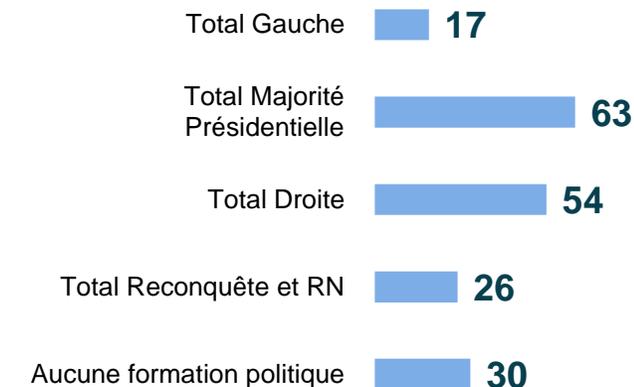
SECTEUR D'ACTIVITÉ



CHIFFRE D'AFFAIRES

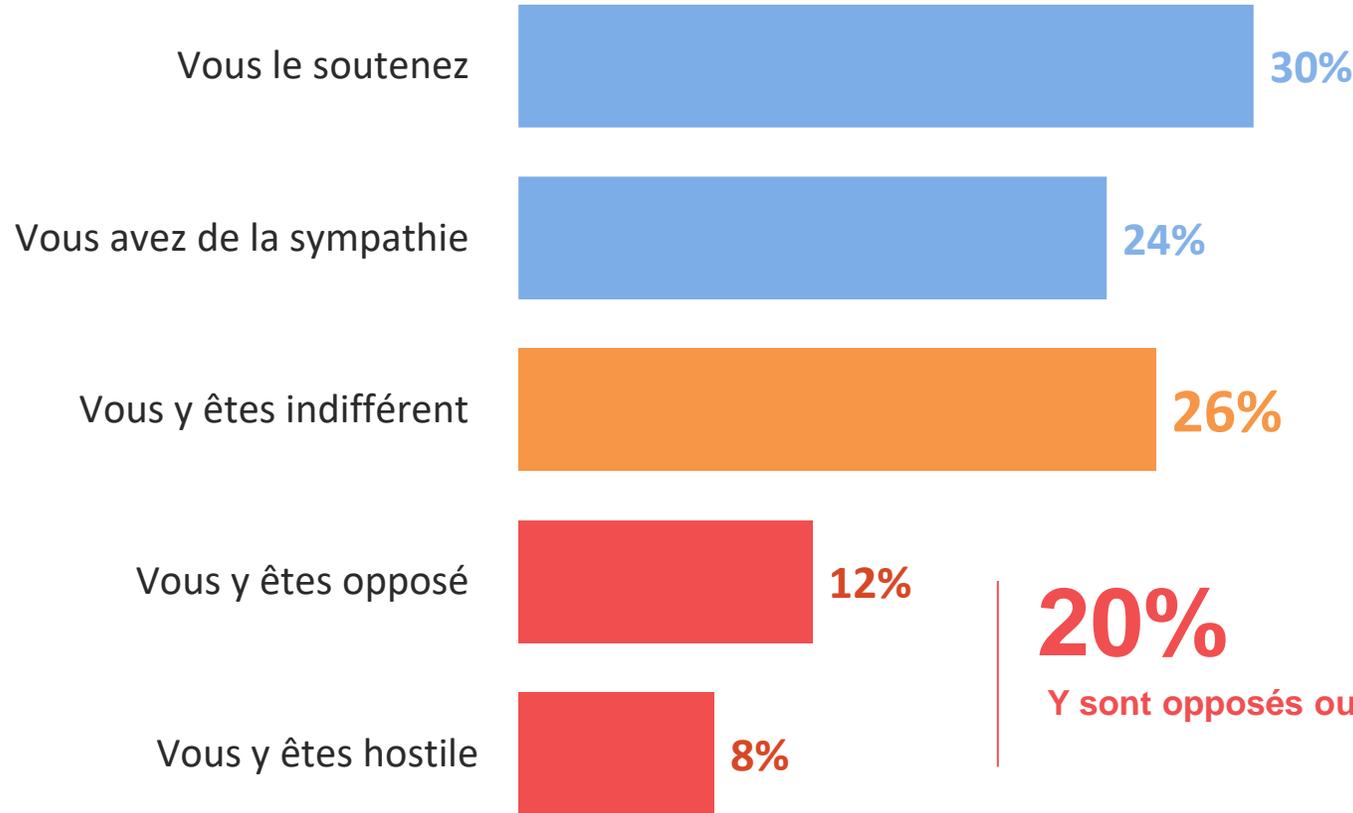


PROXIMITÉ POLITIQUE



L'attitude face aux mouvements de grève contre la réforme des retraites

QUESTION : Plusieurs mouvements de grève ont récemment eu lieu dans différents secteurs contre la réforme des retraites. Vous personnellement, quelle est votre attitude face à ce mouvement ?



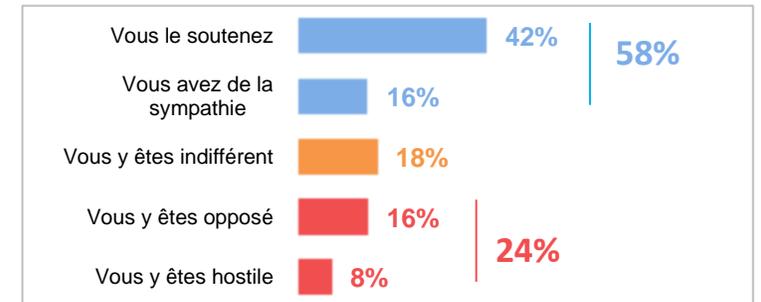
54%

Soutiennent ou éprouvent de la sympathie à l'égard de ces mouvements

20%

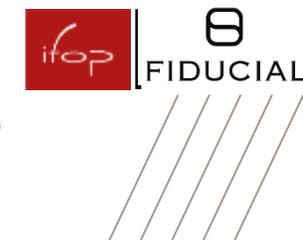
Y sont opposés ou hostiles

**Comparatif sur l'ensemble des Français
17-18 janvier 2023**



Etude Ifop-Fiducial pour Sud Radio – Balise d'opinion #208. Le regard des Français sur la réforme des retraites. L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1010 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 17 au 18 janvier 2023.

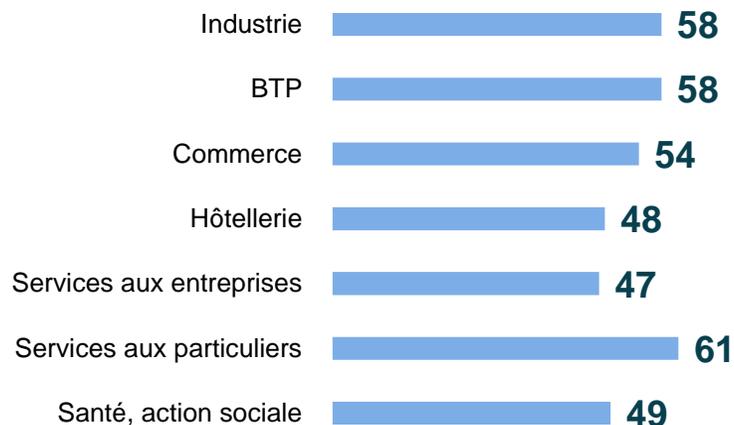
L'attitude face aux mouvements de grève contre la réforme des retraites



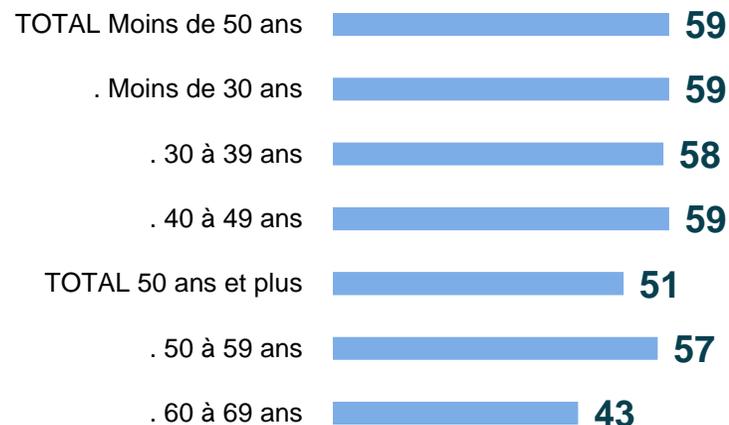
TOTAL SOUTIEN OU SYMPATHIE

Moyenne : **54%**

SECTEUR D'ACTIVITÉ

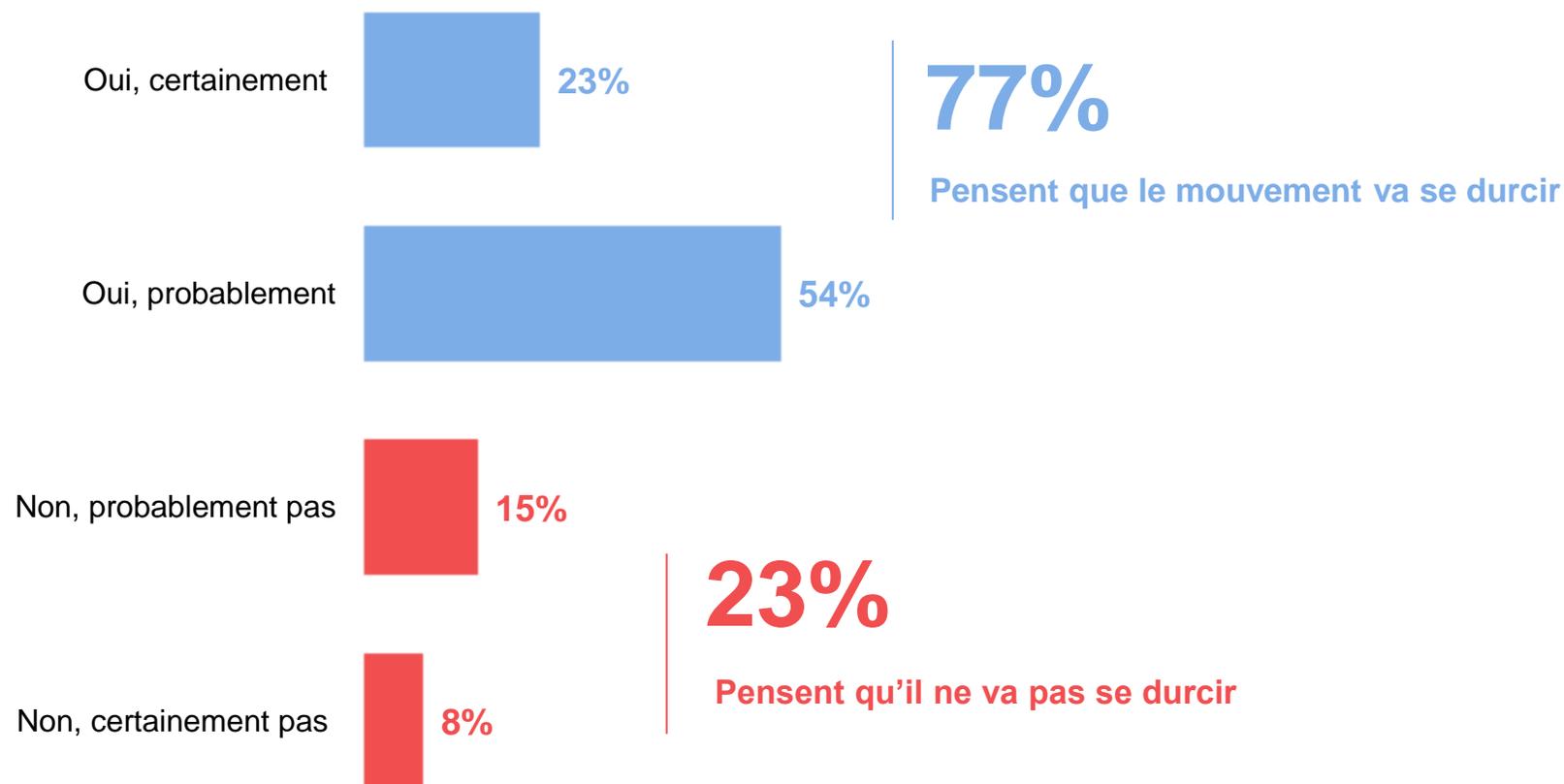


ÂGE



L'avis quant au durcissement du mouvement social contre cette réforme

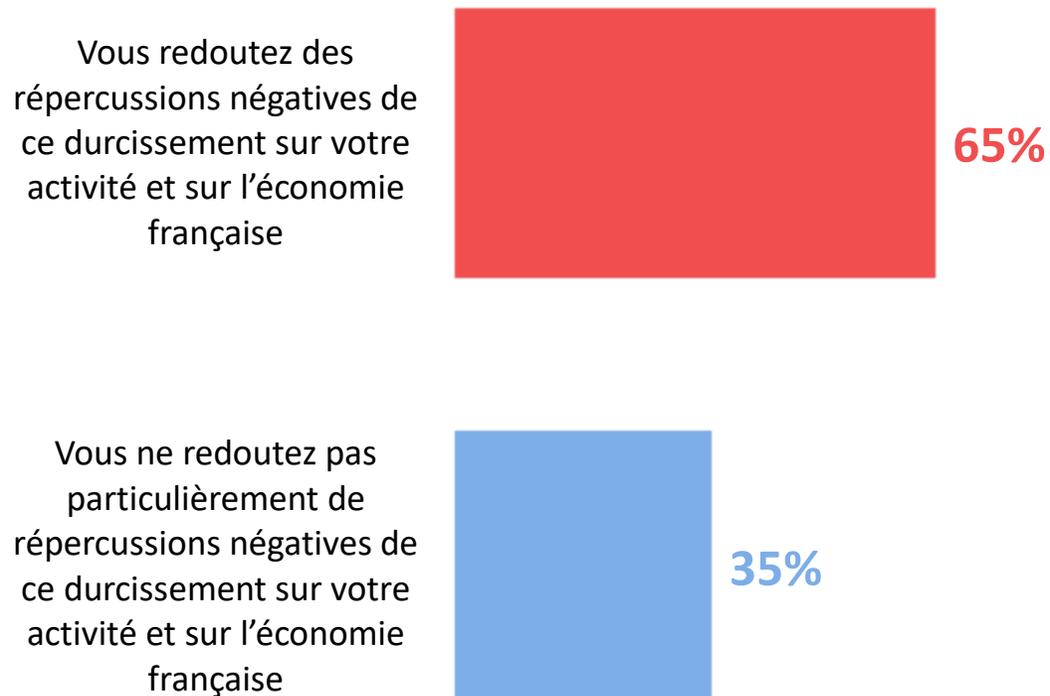
QUESTION : Selon vous, le mouvement social contre cette réforme va-t-il se durcir, entraînant notamment des blocages dans les transports et dans certains autres services... ?



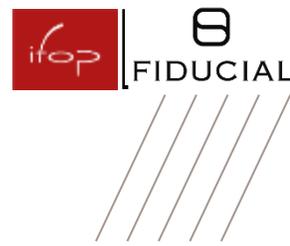
L'affirmation correspondant le mieux à son état d'esprit vis-à-vis des répercussions potentielles du mouvement social sur son activité et sur l'économie française

QUESTION : Concernant ce durcissement, laquelle de ces 2 phrases correspond le mieux à votre état d'esprit actuel ?

Base : Question posée uniquement à ceux pensant que le mouvement social contre la réforme des retraites va se durcir



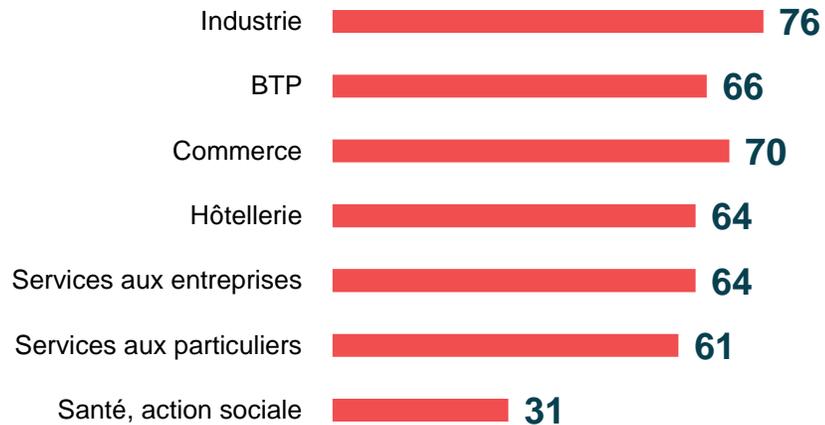
L'affirmation correspondant le mieux à son état d'esprit vis-à-vis des répercussions potentielles du mouvement social sur son activité et sur l'économie française



TOTAL RÉPERCUSSIONS NÉGATIVES

Moyenne : **65%**

SECTEUR D'ACTIVITÉ



A photograph of a business meeting. In the foreground, a person's hands are holding a white tablet. The tablet screen displays a financial report with various charts and tables. The background is blurred, showing other people in business attire sitting around a table with laptops. A red horizontal bar is overlaid on the right side of the image, containing the text '03 SYNTHÈSE'.

03

SYNTHÈSE

Une majorité de dirigeants de TPE affichent un état d'esprit pessimiste pour le climat général des affaires en France et, à un degré nettement moindre, pour leur propre activité (1/2)

- Respectivement 76% et 52% des décideurs interrogés se montrent pessimistes sur le plan macroéconomique (le contexte politique, social et économique) et microéconomique (l'activité de leur entreprise).
- **Comme c'est souvent le cas, le constat s'avère néanmoins être plus sévère à l'échelle nationale.** En outre, ce pessimisme est nettement plus élevé que celui constaté au début du premier quinquennat, où l'optimisme enregistré au contraire des scores majoritaires, oscillant entre 50% et 53%. A l'époque, le volontarisme économique du nouveau président élu était plutôt bien accueilli par les patrons de TPE (baisse de l'impôt sur les sociétés, allègement des charges, simplification des conditions de licenciement...).
- **Le pessimisme macroéconomique actuel rejoint celui mesuré sous la Présidence de François Hollande** qui dépassait le plus souvent le seuil des 80%. **Il est enfin partagé de façon homogène par deux tiers ou plus des dirigeants des différentes catégories de TPE à l'exception de ceux à la tête d'une structure de taille salariale conséquente.** Ces derniers se démarquent par des niveaux de pessimisme atteignant « seulement » 63% (contre 76% en moyenne) dans les structures de 6 à 9 salariés et 53% dans celles de plus de 10 salariés.
- La succession régulière d'indicateurs économiques moroses (croissance, chômage...) influence généralement ce ressenti. La situation actuelle est toutefois un peu particulière. Elle n'échappe pas en partie à ce constat. Les dernières enquêtes de conjoncture de la Banque de France tablent en effet sur une croissance qui atteindrait à peine 0,6% au premier trimestre 2023. Ces prévisions ont certes été revues à la hausse mais demeurent éloignées du rebond post covid qui s'était caractérisé par des taux de croissance respectifs de 6,8% et 2,6% en 2021 et 2022, rebond faisant suite à la paralysie partielle d'une partie de l'activité en 2020 (-7,9%). Ces perspectives de croissance faible sont également combinées à une progression importante de l'inflation depuis un an (7,3 % en glissement annuel en février 2023 selon la Banque de France). En revanche, le caractère inédit de la période actuelle réside dans un besoin d'embauche non satisfait dans beaucoup de secteurs d'activité, ce que confirme un taux de chômage historiquement bas (7,2 % de la population active au quatrième trimestre 2022 selon l'INSEE). Les exigences financières mais aussi en termes de qualité de vie au travail plus élevés des salariés obligent beaucoup d'entreprises à repenser leur attractivité. Or cet objectif apparaît plus compliqué à atteindre dans les TPE dans la mesure où le pilotage au quotidien de l'activité et les effectifs réduits permettent moins de se consacrer à ce type de chantiers.

Une majorité de dirigeants de TPE affichent un état d'esprit pessimiste pour le climat général des affaires en France et, à un degré nettement moindre, pour leur propre activité (2/2)

- **L'état d'esprit des dirigeants est beaucoup plus mesuré s'agissant de l'activité de leur entreprise, une courte majorité d'entre eux, 52% se montrant pessimistes.** Là encore, le décalage de perception demeure impressionnant par rapport au début du premier quinquennat d'Emmanuel Macron où le niveau d'optimisme était le plus souvent majoritaire. Le score actuel se situe dans l'étiage bas de la période 2012-2017 où il culminait entre 50% et 64%.
- **Mais ce constat masque des différences de perception considérables selon la taille de l'entreprise.** Seuls les dirigeants de structures avec 0 salarié, qui sont aussi celles dont le chiffre d'affaires est le plus bas, affichent un pessimisme majoritaire (58%). **En sens inverse, un optimisme supérieur à 50% est observé auprès des autres dirigeants.** Celui-ci varie de 56% pour ceux à la tête d'une entreprise de 1 à 2 salariés à 66% pour ceux à la tête d'une structure de 6 à 9 personnes. L'état d'esprit est également très différent selon le secteur d'activité. Alors que les chefs d'entreprise des secteurs Santé, action sociale, Commerce, Services aux particuliers et BTP font état d'un optimisme minoritaire (respectivement 31%, 38%, 45% et 48%), cet indicateur est majoritaire chez les dirigeants des secteurs de l'industrie (55%), de l'hôtellerie (58%) et des services aux entreprises (59%).

Néanmoins, le contexte d'embauche est plutôt positif ; pour autant, le contexte inflationniste engendre une pression marquée sur les salaires

- **Sur le premier trimestre 2023, 15% des dirigeants de TPE ont embauché ou prévoient d'embaucher du personnel.** Il s'agit d'un score un peu supérieur à la moyenne des intentions d'embauche depuis le début du baromètre (12%), et qui avait précédemment été atteint en T3 2015, T3 2016 et T3 2017, dénotant un climat plutôt positif de l'embauche dans les TPE. Ce score est logiquement corrélé à la taille de l'entreprise avec une majorité des plus grosses TPE (10 à 19 salariés) ayant l'intention d'embaucher en T1 2023 (58%). Par ailleurs, l'hôtellerie et les services aux particuliers sont les secteurs qui s'avèrent les plus dynamiques, avec respectivement 22% et 19% d'intention d'embauches. A l'inverse, l'industrie et le BTP sont plus en retrait (respectivement 10% et 10% d'intention d'embauches).
- **En miroir, 7% des TPE déclarent avoir supprimé un ou plusieurs postes au cours du premier trimestre 2023, ce qui aboutit à un différentiel positif de 8 points entre les embauches et les suppressions de postes.** Les suppressions de poste concernent plus particulièrement les TPE de taille intermédiaire, avec 12% des 3 à 5 salariés et 13% des 6 à 9 salariés qui suppriment des postes en T1 2023. En outre, les services aux particuliers sont plus enclins à supprimer des postes (14%), de même que les TPE du secteur santé et action sociale (11%).
- **Du fait de leur petite taille, plus de 8 TPE sur 10 n'ont aucun poste vacant dans son entreprise.** En moyenne, on compte 0,3 postes vacants par TPE et ce score monte à 1 poste vacant au sein des entreprises de 10 à 19 salariés. L'hôtellerie, les services aux particuliers et les services aux entreprises, qui sont des secteurs à fort turnover, sont également les secteurs avec la moyenne de postes vacants la plus élevée (respectivement 0,4, 0,4 et 0,5). **En outre, les postes vacants au sein des TPE le sont depuis 4,4 mois en moyenne, soit une durée relativement acceptable et qui n'excède pas 6 mois.**
- **Néanmoins, dans un contexte inflationniste marqué, une majorité relative de TPE comptant au moins un salarié (44%) ressent une pression plus importante que l'année précédente concernant l'augmentation des salaires,** tandis que 25% ressentent une pression moins importante et 31% une pression identique. La pression ressentie s'accroît avec la taille de l'entreprise. Ainsi 56% des TPE de 10 à 19 salariés ressentent une pression plus importante qu'en 2022 sur les salaires. C'est aussi particulièrement le cas des secteurs du BTP (51%) et de la santé et de l'action sociale (68%).
- **Ainsi malgré un contexte globalement favorable sur l'emploi, la pression sur les salaires pourrait devenir source de difficultés financières supplémentaires pour l'entreprise ou bien générer également des difficultés de recrutement si les TPE ne parviennent pas à conserver leurs talents.**

Les TPE sont touchées de plein fouet par l'inflation et deux sur trois ont répercuté ces hausses sur leurs prix de ventes ; les mesures de soutien gouvernementales sont globalement réprochées, sauf par les dirigeants de TPE dans les services aux entreprises

- **Les dirigeants de TPE se montrent critiques à l'égard des mesures prévues par Emmanuel Macron et son gouvernement : près de la moitié considère que l'impact des mesures sera négatif (48%), et seul un sur trois anticipe un impact positif (32%), tandis que 20% n'anticipent aucun impact.** Néanmoins, les avis sont partagés en fonction du secteur d'activité : les TPE de la santé et de l'action sociale, les commerçants et les services aux particuliers sont particulièrement sévères et sont respectivement 61, 59% et 56% à évaluer négativement l'impact des mesures. A l'inverse une majorité relative des TPE des services aux entreprises (46%) anticipent un impact positif. Un clivage territorial, miroir de la répartition sectorielle du tissu économique français, apparaît également sur cette question avec des TPE en région majoritairement critiques (50% anticipent un impact négatif) tandis que les TPE d'Ile de France sont bien plus partagées (39% prévoient un impact positif et 34% un impact négatif).
- **Ces différences de perception s'expliquent notamment par l'adéquation entre les aides apportées et les besoins des TPE.** En effet, les TPE citent en premier lieu les matières premières (46%) et ensuite l'énergie (38%) comme les postes de dépenses ayant subi les hausses de prix les plus conséquentes en six mois, mais les TPE de services aux entreprises, étant donné la nature de leur activité, sont d'abord touchées par les prix de l'énergie (46%) et ensuite par la hausse des matières premières (28%). **Or les aides aux TPE consistent principalement en un bouclier tarifaire sur les prix de l'énergie, ce qui explique leur plus forte satisfaction au sein des services aux entreprises quant aux mesures prises par le gouvernement.**
- **Dans ce contexte, 2 TPE sur 3 ont répercuté la hausse de leurs coûts sur leurs prix de vente, et cette proportion augmente avec la taille de l'entreprise** (79% au sein des TPE de 10 à 19 salariés). Mais c'est véritablement le secteur d'activité qui joue dans la capacité à répercuter la hausse des coûts : si 84% des acteurs du BTP, 76% des acteurs de l'hôtellerie, 74% des TPE industrielles, 70% des commerçants et 64% des services aux entreprises y ont eu recours, c'est moins de la moitié des secteurs plus réglementés : 49% des services aux particuliers et seulement 35% des TPE de la santé et de l'action sociale y ont eu recours.
- **En parallèle, 8 TPE sur 10 ont pris au moins une mesure pour réduire l'impact de l'inflation. Les deux mesures principales prises sont celles qui ont pu l'être quasiment dans l'immédiat : 68% ont réduit certaines dépenses et 49% ont reporté certains investissements.** En revanche, les actions qui requièrent des changements plus complexes et drastiques sont pour l'instant moins privilégiées : 24% ont modifié leur offre de produits ou de services, 21% ont changé de fournisseurs, 15% ont changé de canaux de distribution et 10% ont réduit leurs effectifs. Dans le détail, l'industrie, l'hôtellerie et les services aux particuliers ont particulièrement réduit certaines dépenses, l'industrie, le commerce et l'hôtellerie ont plus souvent reporté certains investissements, ainsi que modifié l'offre et les canaux de distribution dans l'hôtellerie. Enfin, les TPE dans la santé et l'action sociale ont aussi cherché deux fois plus que la moyenne à changer de fournisseurs.

In fine, près de la moitié des TPE se disent en difficulté financière et 7% pourraient cesser leur activité avant 6 mois

- **Près de la moitié des TPE (44%) se déclarent en difficulté financière et la moitié d'entre elles connaissent même des difficultés financières importantes (22%).** Les plus grandes TPE semblent les plus solides avec une proportion moindre connaissant des difficultés financières importantes (15% des 6 à 9 salariés et 13% des 10 à 19 salariés). Sectoriellement, ce sont les services à la personne qui témoignent de la plus grande fragilité avec 32% des TPE qui présentent des difficultés financières importantes.
- **Parmi les TPE qui rencontrent des difficultés financières importantes, près de la moitié (44%) pensent soit à déposer le bilan ou bien à cesser volontairement leur activité, ce qui représente 1 TPE sur 5 (19%).** Pour la plupart, cette échéance se situe à un horizon de plus de 6 mois mais pour 17% la cessation d'activité se fera avant 6 mois, ce qui représente au global 7% des TPE.

Dans ce contexte, à peine un tiers des dirigeants de TPE approuvent les mesures économiques d'Emmanuel Macron et soulignent sa proximité avec leurs préoccupations de chef d'entreprise (1/2)

- Alors que l'actualité économique est très largement préemptée au premier trimestre 2023 par la réforme des retraites, dans un contexte plus général de hausse des prix depuis un an, **seul un dirigeant de TPE sur trois (34%) déclare avoir confiance dans les mesures économiques annoncées ou mises en place par Emmanuel Macron et son gouvernement.** Cet étiage correspond à celui de la bonne opinion de l'ensemble des Français envers le Président de la République (35%, *Tableau de bord des personnalités Ifop/Fiducial, 8 et 9 mars 2023*).
- De surcroît, parmi les 66% de patrons de TPE n'ayant pas confiance dans ces mesures, 41% adoptent un positionnement affirmé en ayant « pas du tout confiance » alors qu'à l'opposé, seuls 5% d'entre eux ont « tout à fait confiance ».
- Si l'on tient compte du fait que le baromètre n'a pas été mené entre mai 2018 et mars 2023, ce niveau de confiance (34%) est plus faible que ceux mesurés lors du début du premier quinquennat d'Emmanuel Macron (4 vagues ont été réalisées entre 2017 et 2018). Sur un temps plus long, ce score demeure toutefois supérieur aux niveaux enregistrés lors de la Présidence de François Hollande (avec une confiance s'échelonnant entre 13% et 33%) mais dans la fourchette basse de ceux constatés durant le mandat de Nicolas Sarkozy (entre 26% et 65%).
- **Ce niveau de confiance s'avère par ailleurs être hétérogène au sein de l'univers des TPE. Des clivages importants apparaissent en effet selon les critères :**
 - **De taille d'entreprise :** à l'exception des TPE de 0 salarié où le niveau de confiance moyen atteint 33%, la confiance croît avec la taille salariale, de 31% dans les structures avec un seul salarié à 56% dans celles comprenant entre 10 à 19 salariés, seule tranche toutefois où un score majoritaire est observé ;
 - **De chiffre d'affaires (en lien logique avec la taille salariale) :** de 27% pour les structures dont le CA annuel est compris entre 50 000 et 10 000 Euros à 54% pour celles qui dépassent un million d'Euros.
 - **De secteur d'activité :** seuls 26% des dirigeants du BTP et du secteur « Santé, action sociale » affirment avoir confiance dans les mesures économiques d'Emmanuel Macron et de son gouvernement contre, à l'opposé, 51% des interviewés du secteur des services aux entreprises (seul secteur qui suscite une confiance majoritaire).
 - **De proximité politique :** à l'instar de ce qui est constaté pour l'ensemble des Français, seuls les dirigeants ayant voté pour Emmanuel Macron lui font largement confiance (68%) contrairement aux électeurs des autres candidats y compris ceux se rapprochant de ses convictions économiques (20% de confiance parmi les dirigeants ayant voté pour Valérie Pécresse).

Dans ce contexte, à peine un tiers des dirigeants de TPE approuvent les mesures économiques d'Emmanuel Macron et soulignent sa proximité avec leurs préoccupations de chef d'entreprise (2/2)

- Dans une logique similaire, 34% seulement des interviewés considèrent qu'Emmanuel Macron et son gouvernement prennent en compte leurs préoccupations de chef d'entreprise. Là encore, une très forte proportion d'entre eux (40%) affirme que ce n'est « pas du tout » le cas contre à peine 7% qui se positionnent sur l'item de réponse « oui, tout à fait ». Ce résultat est quasiment identique à celui constaté lors de la dernière mesure en janvier 2018 (35%) même si entre-temps, la proportion de fort désagrément (« non pas du tout ») a fortement progressé, passant de 32% à 40%.
- Enfin, les différences observées selon les types d'entreprises rejoignent celles liées au niveau de confiance envers les mesures économiques mises en place.

Les dirigeants de TPE se déclarent majoritairement opposés à la réforme des retraites, avec des perceptions proches de l'ensemble des Français (1/2)

- **Interrogés avant le passage de la loi sur l'âge idéal pour partir à la retraite, les patrons de TPE souhaitent partir à la retraite en moyenne à 62,4 ans.** Cet âge varie en fonction du secteur d'activité, avec les secteurs à plus forte pénibilité souhaitant logiquement un départ plus tôt : 61,3 ans dans l'industrie, 61,4 ans dans le BTP, 61,5 dans le commerce tandis que les services aux entreprises souhaitent un âge moyen à 64,2 ans.
- **Une minorité de répondants connaissait précisément le montant qu'ils allaient percevoir à la retraite (40%) et 15% seulement le connaissaient précisément. Cette connaissance varie logiquement avec l'âge des répondants :** si seul 1% des moins de 30 ans était en mesure d'estimer le montant qu'ils percevraient, ce taux était de 72% chez les 60 à 69 ans. Pourtant, fait notable, une minorité des 50 à 59 ans (44%), pourtant relativement proches de la retraite, déclarait connaître le montant de leur pension. Un écart existe également en fonction des secteurs : un tiers seulement des répondants dans l'industrie, le BTP et l'hôtellerie était en mesure d'estimer le montant perçu, tandis qu'ils étaient 60% au sein de la santé et de l'action sociale.
- **A peine plus d'un patron de TPE sur 3 (36%) soutenait la réforme des retraites proposée par Emmanuel Macron et 10% y étaient très favorables. A l'inverse, ils étaient 43% à y être « pas du tout » favorables.** Ces scores sont particulièrement proches de la mesure réalisée sur l'ensemble des Français mi-mars, avec 32% qui y étaient favorables. A noter que la favorabilité des répondants croît avec leur âge : si 9% seulement des moins de 30 ans y étaient favorables, les 60 à 69 ans y étaient majoritairement favorables (56%). De la même manière, la taille d'entreprise joue également dans la favorabilité : si 35% des TPE sans aucun salarié y étaient favorables, 50% des 10 à 19 salariés étaient pour. Un écart sectoriel est également à souligner : les acteurs de l'hôtellerie se montrent les plus favorables (50%) tandis que le reste des secteurs y sont majoritairement défavorables, particulièrement le BTP (70% y sont défavorables) et les services aux particuliers (74% de défavorables). Enfin, l'adhésion à la réforme dépend bien sûr de la proximité politique des répondants : les sympathisants de la majorité présidentielle sont 63% à y être favorables, de même que 54% des sympathisants de droite. A l'inverse, les sympathisants de gauche ne sont que 17% à y être favorables et c'est 26% des sympathisants d'extrême droite.
- **Dans ce contexte, une majorité des TPE soutenaient les mouvements de grève contre la réforme des retraites (54%), un score à peine plus bas que celui du grand public (58%),** avec toutefois une adhésion un peu moins forte : 30% soutenaient le mouvement et 24% avaient de la sympathie contre 42% et 16% au sein des Français. Là encore, les mêmes mécaniques à l'œuvre dans l'adhésion à la réforme des retraites fonctionnent : les plus jeunes – plus fortement opposés à la réforme – se montrent logiquement plus favorables aux mouvements de grève (59% des moins de 50 ans contre 51% des plus de 50 ans), de même que les plus petites structures sont également plus en soutien (58% des 0 salarié contre 48% des 1 à 19 salariés). Enfin, l'industrie, le BTP et les services aux particuliers sont parmi les plus favorables aux mouvements de grève (respectivement 58%, 58% et 61%).

Les dirigeants de TPE se déclarent majoritairement opposés à la réforme des retraites, avec des perceptions proches de l'ensemble des Français (2/2)

- **Début mars, 77% des TPE anticipaient un durcissement du mouvement social, et c'était même 81% des TPE d'Île de France.** En dépit de leur soutien aux mouvements de grève, 65% des TPE redoutaient des répercussions négatives de ce durcissement sur leur activité et sur l'économie française. L'ensemble des secteurs redoutait majoritairement des répercussions négatives (entre 61% pour les services aux particuliers et 76% pour l'industrie), à l'exception notable du secteur de la santé et de l'action sociale (31%), plus essentiel que les autres et donc dont l'activité est a priori moins soumise à une variabilité conjoncturelle.
- **Il apparaît au final, qu'à l'instar de ce qui est constaté auprès de l'ensemble des Français, le rejet dont fait preuve Emmanuel Macron structure davantage l'opinion des dirigeants de TPE que la question de l'adhésion sur le fond à un enjeu en particulier.**